VENDREDI 12 MAI 1933. — N° 154. PRIX : 0 FR. 50. 23, RUE DES VINAIGRIERS, PARIS.

C★E★R★M★T★E★I
FONDS
LEVY-PRUDHOMMEAUX

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE DE LA LIGUE COMMUNISTE
Section française de l'opposition internationale de gauche (Bolcheviks-Léninistes)

Pour le mur des Fédérés :

contre le fascisme,
contre la terreur en Indochine,

Une seule manifestation !

Pour le mur, un seul camp un seul cortège !

Les Versaillais ne demandaient pas aux Communards leur tendance ; ils les abattaient dans le combat. Pour ceux qu'ils faisaient prisonniers, l'interrogatoire se bornait à la demande de profession. Tout ouvrier était envoyé : *au mur*.

Le plus souvent même, l'examen des mains suffisait ; s'il y avait des traces de poudre : *au mur*.

Sur la route de Satory, les plus fiers parmi les vaincus étaient assassinés par une meute bourgeoise. Les communards formaient un seul camp. Plus de trente mille sont tombés, des milliers d'autres furent déportés.

Chaque année, le prolétariat parisien célèbre leur combat et commémore leur héroïsme. Chaque année, les cortèges se succèdent, souvent même les violences entre tendances ont lieu tout près du Mur.

Cette année, *il faut un seul cortège de tous ceux qui se réclament de la commune*. Seulement ainsi il peut y avoir deux cent mille ouvriers au Mur clamant leurs revendications, prêts à les défendre en commun, animés par une même volonté de combat.

Le prolétariat traverse à travers le monde de sombres jours : *la Commune russe est en danger ; les révolutionnaires allemands ont livré leurs quartiers sans combat. Le Prolétariat d'Autriche semble vouloir suivre ce triste exemple.*

Paris-ouvrier doit rester fidèle aux communards. Ses rangs ne doivent pas être divisés ; toutes ses tendances doivent s'unir pour les commémorer dignement.

Nous nous adressons au Parti Communiste, à la C.G.T.U., à la S.F.I.O., à la C.G.T., à la C.G.T.S.R., au P.U.P., à la Fédération Anarchiste. Nous leur disons : « Chaque jour vos orateurs chantent les bienfaits de l'Unité ; voulez-vous, devant le martyr et la tombe de trente mille héros prolétariens, que nous déployons nos drapeaux en commun ? »

La Ligue Communiste.

A l'aide de "La Vérité"

Nos progrès mettent notre hebdomadaire en danger ! Cela peut sembler paradoxal, mais nos progrès rendent de plus en plus nécessaires UNE PROPAGANDE SYSTEMATIQUE, DES TRACTS, DES REUNIONS, tout un budget de dépenses qui absorbe les revenus de notre presse ! Si chaque nouveau centre de développement devient un moyen d'appui à long terme, il constitue immédiatement une cause de dépenses (envois de tracts, réunions, brochures, etc.) d'autant plus que le chômage total ou partiel réduit énormément les possibilités d'appui de nos fidèles amis. Si nous voulons subsister hebdomadairement, il nous faut immédiatement faire appel à tous nos amis.

Il faut nous aider :

1°) En recueillant des abonnements (nous demander des carnets) ou en nous envoyant des listes d'abonnés possibles.

2°) En faisant circuler des listes de souscriptions que nous tenons à votre disposition. En nous assurant des souscriptions régulières.

3°) En vendant au profit de la « Vérité » les photos Rakowsky nouvellement éditées (0 fr. 50 pièce).

Nous avons pris par ailleurs des mesures pour que l'administration du journal soit assurée avec une régularité profitable à chaque lecteur.

Pour tenir, il nous faut DIX NOUVEAUX abonnés par semaine !

Pour tenir, il nous faut deux cents francs de souscriptions par semaine !

NOUS FAISONS UN APPEL A TOUS NOS LECTEURS.

Envoyez fonds par mandat-poste ou mandat-carte au nom de P. Naville, 23, rue des Vinaigriers, Paris, 10e.

Luttons pour arracher à la mort les condamnés de Saïgon

LA TERREUR EN INDOCHINE

SAUVONS LES HUIT CONDAMNES A MORT

Poursuivant sa répression implacable, avec sa rage froide de Versaillaise, la bourgeoisie française dresse de nouveau la guillotine en Cochinchine. Le procès monstre de Saïgon se termine par huit condamnations à mort, des dizaines de condamnations aux travaux forcés. Les hommes du « dernier rempart de la Liberté » s'apprêtent à sacrifier huit nouveaux martyrs à la défense sacrée des profits coloniaux.

Voilà les crimes que perpètre le gouvernement de gauche soutenu par les socialistes. La république colonialiste s'affirme, face aux opprimés qu'elle affame, une et indivisible.

Mais face à cette bourgeoisie sanguinaire, que la réaction du prolétariat se dresse avec ampleur et énergie. Dans tout le pays organisez la défense des révolutionnaires indochinois. Soutenez et développez l'action des organisations révolutionnaires. En masse aux meetings des organisations de classe et du comité pour l'amnistie aux Indochinois. Préparez les manifestations nécessaires. Arrachons au bourreau les têtes de nos huit frères.

DEUX CAMARADES ARRETES A PARIS ET INCULPES

Une délégation a porté au gouvernement général de l'Indochine une protestation de la Ligue contre le verdict de Saïgon, en faveur de la grâce et de la libération de tous les emprisonnés. Cette délégation fut reçue par une attitude cynique du personnel. Dans la bagarre qui s'ensuivit des objets et la vitrine du local furent brisés. Les camarades Atlan et Lasterade furent arrêtés, brutalisés et sont inculpés.

L'action des travailleurs doit faire obtenir la libération immédiate de nos camarades, en poursuivant ainsi la campagne de solidarité avec les révolutionnaires indochinois !

Nous avons proposé d'autre part que le parti communiste prenne l'initiative d'organiser en commun avec les réformistes la manifestation du mur des Fédérés. Plus que jamais un front unique sérieusement organisé est nécessaire ce jour-là, sous le signe de la lutte contre la répression en Indochine. *Tout le prolétariat parisien, en honorant les morts de la Commune affirmera ainsi sa solidarité active puissante avec les masses opprimées des colonies d'Asie et leur avant-garde révolutionnaire.*

D'autre part, il faut entrer dans la voie de la réalisation pratique de l'envoi d'une délégation ouvrière d'enquête en Indochine. L'indignation du prolétariat est grande contre les procédés de terreur qui règnent là-bas. Un régime de censure rigoureuse interdit toute communication, dans ces conditions, une délégation ouvrière, composée de représentants qualifiés des organisations prolétariennes pourrait jouer un grand rôle. Appuyée par l'aide active et le soutien de tous les instants du prolétariat français, elle tisserait un lien solide entre les opprimés de la métropole et de la colonie.

Le sort des camarades indochinois dépend pour une large part de l'action qui se déroulera en France. Cette action doit prendre un caractère massif. Tous debout pour leur défense !

Le soir qui suivit la manifestation de la rue de La Boétie, quelques camarades portèrent la nouvelle de l'arrestation de nos camarades au meeting de l'A. E. A. R. au Grand-Orient. L'assemblée vota une résolution se dressant contre les condamnations infâmes de Saïgon et se solidarisent avec nos camarades. Au cours de la réunion, comme **Malraux déclarait** que ce n'est pas avec des meetings qu'on qu'on arracherait à l'Etat la libération des révolutionnaires indochinois, **Vaillant-Couturier** lui répondit qu d'action venait de commencer le jour même, qu'elle venait de militants qui n'étaient plus du parti, mais qui constituaient une fraction du parti.

Les journaux de ce matin donnent de premières informations — écourtées, car la Préfecture maintient le silence complet sur la manifestation et les arrestations. **L'Œuvre** et le **Populaire** ont reproduit le communiqué de la **Ligue**. **L'Ami du Peuple** et le **Petit Journal** donnent des versions plus ou moins approximatives. Le **Petit Parisien** donne un récit imaginaire : « **Afin de ne pas se trouver sans munitions, ils avaient eu le soin de nouer à l'anneau de poids de fonte d'un kilo une ficelle dont l'autr ebout était retnu à leur poignet** ». Il parle de l'**hécatombe d'un lot de statuettes d'art**. De plus, il attribue la manifestation à **six étudiants indochinois**,, ce qui est pure invention **(AUCUN INDOCHINOIS NE PARTICIPA A LA MANIFESTATION)** et misérable canaillerie dont les buts sont trop clairs.

Le Figaro se distingue comme d'habitude en dénonçant les « **excitations odieuses** » contre le « **juste verdict de Saïgon** » et en appelant la répression **contre « la bande de révolutionnaires qui a fait irruption au commissariat général... et armés de lourdes pierres qu'ils projetèrent avec violence, brisèrent de nombreuses vitres, saccagèrent tout ce qui leur tomba sous la main »...**

L'Humanité demande la libération de nos camarades et donne le récit de la manifestation. Mais les ouvriers communistes ne comprendront pas pourquoi, au lieu de dire franchement qu'il s'agit d'une manifestation de la Ligue communiste, la rédaction, gênée, attribue le récit à « trois exclus du parti communiste » qui se « **sont présentés à l'** « **Humanité** » **pour relater** » la manifestation, ni pourquoi la rédaction croit devoir ajouter que « **de telles actions ne peuvent avoir de portée que si elles sont l'expression d'un mouvement de masses** ». Certainement, camarades rédacteurs, mais la quetsion est de savoir susciter et guider ce mouvement de masses.

L'OPPOSITION COLLABORERA ACTIVEMENT AU COMITE D'AMNISTIE AUX INDOCHINOIS

Le 4 mai le Comité d'amnistie aux Indochinois auquel nous avons donné notre adhésion entière et notre concours actif, a tenu pour la première fois une réunion rue Lanneau dans le 5e. Réunion clairsemée parce que préparée à la hâte mais bonne ne groupant que des travailleurs et des étudiants révolutionnaires.

Après les représentants du Comité d'amnistie du S.R.I. et de la ligue anti-impérialiste, notre camarade R. a demandé la parole pour apporter le point de vue de la ligue communiste sur l'amnistie. Soutenu fréquemment par les applaudissements de l'assemblée, notre camarade a souligné essentiellement que si le Comité fait appel avec raison aux écrivains et artistes révolutionaires, il doit aussi et surtout s'adresser aux organisations révolutionnaires et ouvrières de masse groupant des travailleurs sur le terrain national et international comme le P. C., la ligue communiste, le S. R. I., le P. S., la C. G. T., la C. G. T. U. pour donner un sens de classe à notre action pour l'amnistie.

(Suite page trois).

L. TROTSKY

Réponse aux social-démocrates de gauche autrichiens

Quelques social-démocrates autrichiens, en opposition avec leur direction, m'ont fait l'honneur de me demander un conseil politique ou des réponses à quelques questions précises. Inutile de dire que je suis entièrement disposé à répondre aux questions qui me sont posées, dans les limites qui me sont tracées par mon éloignement du champ de lutte immédiat.

I. Parmi les social-démocrates autrichiens de gauche se répand apparemment l'idée que tout est déjà définitivement perdu. Une telle manière pessimiste de juger *a priori* est théoriquement fausse et politiquement inadmissible. Il est hors de doute qu'on a laissé passer l'instant le plus favorable à la lutte. Mais on peut aussi lutter dans des conditions moins favorables et remporter la victoire quand même. Les pessimistes invoquent l'état d'esprit défavorable des masses. Il est hors de doute que d'en haut on a fait tout ce qu'on a pu pour décourager et démoraliser les ouvriers. Mais la dispositon des masses est une grandeur variable. Si une fraction de gauche combattive et encourageante élève à temps sa voix, l'état d'esprit des masses peut changer. Le conflit entre les nazis et le gouvernement peut être une situation favorable pour l'intervention des ouvriers. Tant qu'une position ne se trouve pas entre les mains de l'ennemi, un révolutionnaire n'a pas le droit de la considérer comme perdue.

II. La direction social-démocrate, fidèle à ses traditions, a définitivement capitulé devant Dollfuss, c'est-à-dire devant le fascisme. Seule l'opposition social-démocrate pourrait provoquer un tournant brusque dans l'état d'esprit des masses laborieuses. Mais pour cela il faut qu'elle soit de prime abord à la hauteur de sa tâche historique. Est-ce que cela est possible ? Il est inutile de deviner. Dans ce cas c'est l'action qui décide.

III. Un des correspondant m'écrit : « Vous exigerez sans doute que nous adhérions à votre organisation ». Non, aujourd'hui la question ne se pose absolument pas de cette façon. L'organisation de l'Opposition de gauche (Bolchéviks-léninistes) se place sur le terrain d'un programme international donné, qui a fait ses preuves dans une série de pays à la faveur de grands événements historiques (U.R.S.S., Chine, Grande-Bretagne, Espagne, Allemagne, etc.). Nous serions naturellement très heureux si, au cours de son développement ultérieur, l'Opposition social-démocrate se rapprochait de nous plus étroitement. De notre côté nous sommes prêts à faire tout le possible pour faciliter et pour hâter ce rapprochement au moyen de la discussion fraternelle, de la critique réciproque, etc. Mais il s'agit là d'une perspective relativement longue. Dans l'appréciation de la tâche *prochaine, immédiate* de l'Opposition social-démocrate autrichienne, il faut partir avant tout de la situation actuelle de l'Autriche et de la social-démocratie autrichienne.

IV. L'oppositon social-démocrate peut réaliser un tournant dans l'état d'esprit des ouvriers au cas où elle montrerait immédiatement qu'elle n'est pas disposée à se limiter à une critique littéraire et si elle ne s'apprête pas à capituler devant la direction du parti qui, à son tour, capitule devant le fascisme. En d'autres termes : il faut se détacher des traditions d'opposition de Max Adler qui, avec sa critique de « gauche » impuissante, n'a fait que renforcer et soutenir Otto Bauer et Cie. Ce qu'il faut c'est une opposition qui se pose pour tâche la mobilisation immédiate des masses pour la lutte révolutionnaire, et qui, dans la réalisation de cette tâche ne s'apprête pas à s'arrêter au respect de la discipline, des statuts et de l'unité du parti.

V. L'opposition se pose pour tâche « de sauver le parti ». Que faut-il comprendre par là : la tradition de l'austro-marxisme, son cours politique, son appareil bureaucratique ? Mais c'est avec tout cela qu'il faut au contraire en finir aussi vite et aussi radicalement que possible. Il est impossible de sauver les masses social-démocrates de la décomposition, la contamination, la pourriture politiques sans proclamer une lutte irréductible contre Bauer et Cie. Cette lutte devra mener inévitablement à la scission. La tâche est celle de savoir comment réaliser la scission de manière à en tirer les plus grands avantages pour la révolution prolétarienne.

VI Cela signifie-t-il que l'opposition doit *immédiatement* sortir du parti et en créer un nouveau ? Non, ce n'est pas mon avis. Aujourd'hui que l'Opposition ne s'est presque encore jamais présentée devant les masses ouvrières, sa rupture avec l'organisation officielle ne ferait que faciliter la tâche de Bauer, etc. Ici aussi le premier pas doit être : *dire ce qui est.*

7. A ce point de vue, le projet de déclaration de l'opposition sociale-démocrate, qui m'a été envoyé, est tout à fait insuffisant. Ce document *critique* la direction du parti, au lieu de lui *notifier une lutte irréductible* devant les masses du parti. Il faut exprimer le mot *trahison*. On pourra objecter qu'on a beaucoup abusé de ce mot. Mais dans la situation *nouvelle* les ouvriers autrichiens entendront ce mot d'une nouvelle manière s'il est exprimé par des social-démocrates de gauche. Il faut déclarer que Bauer, Danneberg, Seiz et Cie, (il faut tous les nommer par leur nom) ont *trahi* le prolétariat allemand. Seule une telle déclaration franche et catégorique fera comprendre à l'ouvrier l'intervention indépendante de l'opposition et lui inspirera en même temps confiance envers les intentions et le sérieux de celle-ci.

8. Les formulations politiques fondamentales de la déclaration ne sont pas claires, elles ont une tendance au compromis et risquent par suite de provoquer de la confusion chez les ouvriers.

a) La déclaration exige que la République bourgeoise soit remplacée par la démocratie ouvrière. Qu'est-ce que la « démocratie ouvrière » ? On peut lutter soit pour le rétablissement de la démocratie bourgeoise, soit pour l'établissement de la dictature prolétarienne. Le mot d'ordre « démocratie ouvrière » est une énigme inadmissible en politique révolutionnaire ;

b) Nulle part la déclaration ne dit que, dans les conditions actuelles, le mot d'ordre politique, quel qu'il soit (démocratie ou dictature) ne peut être réalisé qu'au moyen de la force armée ;

c) La déclaration ne pose pas le mot d'ordre des Conseils ouvriers et soldats ; cependant le sabotage de l'appareil officiel de la social-démocrate et des syndicats ne peuvent que briser les Conseils ouvriers ; le mot d'ordre des Conseils de soldats frayerait aux ouvriers la voie vers l'armée.

La situation peut changer vite. Bien des choses qui viennent d'être dites plus haut peuvent vieillir rapidement. Bien des questions ne sont pas éclairées dans ces lignes rapides. Mais une chose peut être dite avec certitude : toute demi-mesure, toute parole non exprimée de la part de l'Opposition social-démocrate profitera infailliblement à la direction du parti, au réformisme capitulard et en dernier lieu aussi au fascisme.

Prinkipo, le 3 mai 1933. L. TROTSKY.

LIGUE COMMUNISTE OPPOSITION DE GAUCHE GROUPE DE LILLE

Prochainement le groupe de Lille organise une REUNION PUBLIQUE sur la QUESTION ALLEMANDE.

Nous invitons les ouvriers socialistes et communistes à se préparer à y assister en grand nombre.

Les dirigeants des organisations ouvrières seront appelés à porter la contradiction.

COMMENT LE FASCISME EST-IL PARVENU AU POUVOIR EN ALLEMAGNE ?

Les staliniens n'échapperont pas à leurs responsabilités

Depuis quelques jours nous trouvons dans les colonnes de l'*Humanité* le défilé de quelques bureaucrates qui tentent de justifier la politique centriste en Allemagne en empruntant des extraits du rapport de Heckert. Nous attendons la série des signataires. La méthode des B. P. exprime non seulement la méfiance envers les « *leaders* » du parti, mais la perte de la confiance en soi-même.

Les événements en Allemagne ont donné un terrible choc non seulement aux bureaucrates mais surtout aux simples militants de base. Pour les dirigeants, reste maintenant le souci d'effacer l'ébranlement causé dans le parti et de justifier les erreurs politiques du proche passé. Ce travail de choc non seulement élargira la brèche entre la base du parti et les sommets, mais apportera encore plus de confusion par son affirmation : « *la politique du parti communiste était juste* ».

Sous les attaques justifiées contre la politique du parti socialiste, on ne peut pas cacher sa propre responsabilité et ses propres fautes.

Les cris : « *Le parti communiste allemand est fort et invincible parce qu'il n'a jamais cédé, parce qu'il n'a jamais abandonné ses positions révolutionnaires, parce qu'il n'a pas capitulé et ne capitulera pas devant les ennemis du prolétariat et devant leur instrument sanglant : le fascisme* », ne sont que des cris de naufragés. Mais même ces mots après la catastrophe ne sont que des mensonges. Un exemple : la marche avec les fascistes lors du plébisciste prussien n'est-il pas un abandon des positions révolutionnaires ? Où le mot d'ordre du « *révolutionnaire populaire* » n'était-il pas fait pour favoriser le chauvinisme national socialiste ? Que les Ferrat et consorts ne racontent pas de sottises. Trotsky a dit là-dessus : « *La méthode qui consiste à se travestir avec les habits de l'adversaire et de la classe ennemie — méthode profondément contraire à la théorie et à la psychologie du bolchevisme — découle d'une façon tout à fait organique de l'essence du centrisme, de son absence de principes, de son inconsistance, de son vide idéologique* ».

Après coup, on vient nous raconter que le parti n'a jamais capitulé. Mais le cas tellement évident de la capitulation devant la démonstration fasciste, à la veille de la prise du pouvoir par Hitler, à la Bulowplatz, crève les yeux. Qu'ont fait les dirigeants ? Ils prêchaient le calme et le sang-froid.

La capitulation devient même trop évidente, si nous citons les propres paroles de Ferrat qui, sous la vantardise, dissimule sa contrebande : « *Le parti communiste allemand a gardé et élargi son prestige sur les masses, même lorsque celles-ci sont obligées de se courber momentanément sous la terreur fasciste, parce que sa politique, avant et au moment du coup d'Etat hitlérien, fut juste* ». Et pour donner le cachet de l'autorité, pour mieux marquer la défaite, il ajoute : « *Ce fut et c'est la politique de l'Internationale communiste* ». C'est justement la politique de l'I.C. en Allemagne, la politique du « *social-fascisme* », la politique du « *socialisme dans un seul pays* », qui a conduit le prolétariat de l'Allemagne à la défaite. Il n'y a pas et il ne peut y avoir aucune autre explication. Mais les Ferrat et consorts ne peuvent que répéter la résolution de Heckert; il leur coûterait cher, ils ne seraient pas des opportunistes qui selon Lénine « sacrifient les intérêts vitaux et durables du parti pour ses intérêts propres et passagers », s'ils agissaient différemment.

Pour achever sa maison de cartes et lui donner le faîte, notre opportuniste invertébré ajoute : « *Seul le rapport des forces qui lui fût défavorable, par suite de la trahison et le refus du front unique de la sociale-démocratie, a pu l'obliger à une retraite héroïque en combattant sur une nouvelle base d'organisation illégale* ». Et l'œuvre est complète .Seulement en quoi est-elle fabriquée ?

Pour apporter une de ses briques, nous citons la conclusion de l'article non signé du 7 mai : « *Contre la propagande éhontée des agents du fascisme, le parti communiste doit savoir mener la sienne et y gagner les ouvriers socialistes en les entrainant nombreux dans* les comités d'Amsterdam, dans les comités antifascistes ». Dans les comités d'Amsterdam ! Les Amsterdamistes sur une base opportuniste, voilà le salut et la force contre le fascisme ! On ne peut pas tomber plus bas dans la politique; après avoir cité Lénine sur le défaitisme révolutionnaire, on conclut à Amsterdam : Toute la politique stalinienne est dedans !

Mais ça ne suffit pas ! Il faut citer Staline aussi, avec sa fameuse formule : « *La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme* ». La politique d'identification de la sociale-démocratie avec le fascisme, voilà une des fautes qui a coupé le parti des ouvriers socials-démocrates. Qu'est-ce qu'a dit Trotsky sur cette politique ? : « *La théorie* du « social-fascisme » *reproduit la faute essentielle du lassallianisme sur de nouvelles bases historiques. Pendant qu'elle jette nationaux-socialistes et socials-démocrates dans une masse fasciste, la bureaucratie stalinienne tombe dans des actions telles que le soutien du plébisciste hitlérien; cela n'est en aucune manière meilleur que les combinaisons lassalliennes avec Bismark* ».

Il nous faut revenir sur les propres paroles de Heckert : « *dans les conditions actuelles le P. C. A., n'a pas pu poser devant les larges masses du prolétariat la question de la prise du pouvoir* ». Comment ? Heckert veut nous faire oublier les discussions du 12e Plénum ? Alors quoi ? A cette assemblée plénière on a accepté l'inéluctabilité de l'avènement au pouvoir de Hitler ? Mais que reste-t-il du rôle du parti du prolétariat ? Après une analyse pareille, on devrait aller se promener ! Et pour se justifier la « *justesse* » de leur politique, on ose citer l'exemple d'octobre 1917. Mais Heckert devrait savoir mieux qu'un autre, qu'en octobre 1917, après la prise de pouvoir par les bolcheviks, non seulement il n'y avait pas encore derrière eux la majorité de la classe ouvrière, mais même dans beaucoup de soviets ils étaient en minorité. Mais ils guidaient les couches décisives du prolétariat dont ils avaient la confiance.

(Suite page 3.)

LES PROBLÈMES DU RÉGIME SOVIÉTIQUE

THEORIE DE LA DEGENERESCENCE ET DEGENERESCENCE DE LA THEORIE

1. LE DEPERISSEMENT DE L'ETAT

Le socialisme, intégralement réalisé (*communisme*) signifie une société sans état. Mais la période de transition du capitalisme au socialisme exige le renforcement extrême des fonctions de l'état (*dictature du prolétariat*). Cette dialectique historique de l'état est suffisamment mise à jour par la théorie du marxisme.

La base économique de la disparition complète de l'état ouvrier est un développement si élevé de la puissance économique, que le travail de production n'a plus besoin d'aucune contrainte et que la répartition des biens nécessaires à la vie n'exige aucun contrôle juridique.

Le passage de la dictature révolutionnaire à la société sans état ne peut évidemment pas se produire par décret. L'état ne se dissout pas par un acte spécial, mais disparaît graduellement de la scène, « meurt », à mesure que la société socialiste, puissante et hautement civilisée, conquiert toutes les fonctions vitales à l'aide de ses organes nombreux et souples, qui n'ont plus besoin d'employer la contrainte.

Le processus de la liquidation des classes passe par deux voies différentes. Au fur et à mesure de la liquidation des classes, c'est-à-dire de leur dissolution dans une société homogène, la contrainte meurt dans le sens propre du mot, disparaissant pour toujours de la circulation sociale ; les fonctions organisatrices de l'état, par contre, se compliquent, se perfectionnent, s'occupent des détails, pénètrent dans des domaines toujours nouveaux, restés auparavant pour ainsi dire en dehors de la société (ménage, éducation des enfants, etc.), les soumettant pour la première fois au contrôle de l'intelligence collective.

La façon générale de poser la question ne change pas, qu'il s'agisse d'un seul pays ou de toute la planète. Si l'on admet que la société socialiste est possible dans des limites nationales, la disparition de l'état doit se produire aussi dans les cadres d'un seul pays. La nécessité de se défendre des ennemis capitalistes menaçants du dehors est, en soi, tout à fait compatible avec l'affaiblissement de la contrainte étatique à l'intérieur ; la solidarité et la discipline conscientes de la société socialiste doivent donner les plus grands résultats sur le champ de bataille, aussi bien que dans le domaine de la production.

La fraction staliniste a déjà proclamé depuis deux ans que les classes en U.R.S.S. sont « *radicalement* » liquidées, que la question : *qui l'emportera ?* est résolue « *définitivement et sans retour* » ; encore plus : que « *nous sommes entrés dans le socialisme* ». De là, d'après les lois de la logique marxiste, devait découler la conclusion que la nécessité de la contrainte de classe « *radicalement* » est liquidée et que s'est ouverte la période du dépérissement de l'état. Mais une telle conclusion, lorsque divers doctrinaires imprudents y furent venus, fut immédiatement proclamée « *contre-révolutionnaire* ».

Laissons cependant de côté la perspective du socialisme en un seul pays. Prenons pour point de départ non pas la construction bureaucratique, que la marche des événements a déjà conduit à l'absurde, mais la situation réelle des choses : l'U.R.S.S. n'est évidemment pas une société socialiste, mais seulement un état socialiste, c'est-à-dire l'âme de la construction de la société socialiste ; les classes sont encore loin d'être anéanties ; la question : *qui l'emportera ?* n'est pas résolue ; la possibilité d'une restauration capitaliste n'est pas exclue ; la nécessité de la dictature du prolétariat subsiste donc entièrement. Mais reste encore la question du *caractère* de l'état soviétique, qui n'est en rien immuable pendant toute la période transitoire, plus l'édification économique est victorieuse. Plus les rapports entre la ville et la campagne sont sains, plus largement doit évidemment se développer la démocratie soviétique. Il ne s'agit pas encore ici de la mort de l'état, car la démocratie soviétique est aussi une forme de la contrainte étatique. Le contenu et la souplesse de cette forme reflètent cependant mieux que tout l'attitude des masses envers le régime soviétique. Plus le prolétariat est satisfait des résultats de son propre travail, plus est féconde son influence sur le village, plus l'état soviétique doit devenir — non pas sur le papier, non pas en programme, mais dans la réalité, dans l'expérience journalière — l'âme d'une majorité croissante contre une minorité décroissante. L'épanouissement de la démocratie soviétique, bien que ne signifiant pas encore la mort de l'état, équivaut cependant à la préparation d'une telle mort.

La question devient plus concrète si nous considérons les changements fondamentaux de la structure des classes durant la révolution. La dictature du prolétariat, en tant qu'instrument d'écrasement des exploiteurs, était nécessaire contre les propriétaires fonciers, les capitalistes, les généraux et les koulaks dans la mesure où ces derniers soutenaient les sommets aisés. On ne peut pas attirer les exploiteurs vers le socialisme. Il fallait à tout prix surmonter leurs résistances. Les années de guerre civile signifièrent la tension la plus haute de la dictature du prolétariat.

Quant à la paysannerie dans son ensemble, la tâche se posait et se pose tout autrement. Il faut *attirer* la paysannerie vers le régime socialiste. Il faut montrer par l'expérience aux paysans que l'industrie étatique est capable de leur fournir des marchandises à des conditions plus favorables que les fournissaient les capitalistes et que l'agriculture collective est plus avantageuse que l'agriculture individuelle. Tant que cette tâche économique et culturelle ne sera pas résolue, — et cela est encore très loin, d'autant plus qu'elle ne peut être complètement résolue qu'à l'échelle internationale — des frottements de classe sont inévitables et, par conséquent, la contrainte étatique. Mais si dans la lutte contre les propriétaires fonciers et les capitalistes la violence révolutionnaire était la méthode principale, la question se posait tout autrement envers les koulaks : étouffant impitoyablement la résistance contre-révolutionnaire avouée des koulaks, l'état en venait cependant à des compromis avec eux dans le domaine économique. Il ne dékoulakisait pas les koulaks, mais se contentait de limiter leurs tendances exploiteuses. Pour la paysannerie dans son ensemble, la violence révolutionnaire ne devait jouer qu'un rôle auxiliaire et, de plus, décroissant. Le succès réel de l'industrialisation et de la collectivisation devait s'exprimer par un adoucissement des formes et des méthodes de la contrainte étatique, par la démocratisation croissante du régime soviétique.

2. LE REGIME POLITIQUE DE LA DICTATURE ET SA BASE SOCIALE

Le 30 janvier 1932 la « *Pravda* » écrivait : « *Pendant le second plan quinquennal les derniers vestiges des éléments capitalistes seront liquidés dans notre économie* ». Il est absolument évident que, du point de vue de cette perspective officielle, l'état devrait définitivement disparaître pendant le second plan quinquennal, car là, où sont liquidés « *les derniers vestiges* » (!) de l'inégalité des classes, l'état n'a rien à faire.

En réalité nous assistons à des processus d'un caractère absolument opposé. Les Staliniens eux-mêmes non seulement n'osent pas affirmer que la dictature a pris pendant les dix dernières années des formes plus démocratiques, mais au contraire veulent prouver infatigablement l'inévitabilité du renforcement ultérieur des méthodes de contrainte étatique. Ce qui se passe dans la réalité est cependant beaucoup plus important que toutes les perspectives et tous les pronostics.

Si on apprécie la réalité soviétique à travers le prisme du régime politique — une telle appréciation est insuffisante, mais parfaitement légitime et extrêmement importante — le tableau devient non seulement sombre, mais même sinistre. Les Soviets ont perdu les derniers restes d'une signification indépendante, en cessant d'être des Soviets. Le parti n'existe pas. Sous le couvert de la lutte contre les tendances de droite, on a écrasé définitivement les syndicats. Nous avons examiné plus d'une fois la question de la dégénérescence et de l'étouffement du parti et des Soviets. Il est nécessaire de s'arrêter ici, au moins en quelques lignes, sur le sort des organisations syndicales pendant la période de la dictature soviétique.

L'indépendance relative des syndicats est un correctif nécessaire et important dans le système de l'état soviétique, qui se trouve sous la pression de la paysannerie et de la bureaucratie. Tant que les classes ne sont pas liquidées, les ouvriers doivent, même dans l'état soviétique, se défendre à l'aide de leurs organisations syndicales. Autrement dit : les syndicats restent les syndicats, tant que l'état reste l'état, c'est-à-dire un appareil de contrainte. L'étatisation des syndicats ne peut aller que, parallèlement à la désétatisation de l'état lui-même. Cela signifie : à mesure que la liquidation des classes enlève à l'état ses fonctions de contrainte, en les dissolvant dans la société, les syndicats perdent leur tâche de classe, bien déterminée, et se dissolvent dans l'état en voie de disparition.

Les Staliniens reconnaissent aussi en parole cette dialectique de la dictature, gravée dans le programme du parti bolchevik. Mais les rapports réels entre les syndicats et l'état se développent dans une direction directement opposée. L'état non seulement ne meurt pas (malgré la proclamation de la liquidation des classes), non seulement n'adoucit pas ses méthodes (malgré les succès économiques), mais au contraire devient de plus en plus ouvertement un appareil de contrainte bureaucratique. En même temps les syndicats, transformés en chancelleries bureaucratiques, ont définitivement perdu la possibilité de remplir le rôle de tampon entre l'appareil étatique et la masse prolétarienne. Pire encore : l'appareil des syndicats eux-mêmes est devenu l'instrument d'une pression administrative croissante sur les ouvriers.

Une première conclusion de ce qui est dit plus haut est celle-ci : l'évolution des Soviets, du parti et des syndicats suit une courbe non pas ascendante, mais descendante. Si l'on admet comme juste l'appréciation officielle de l'industrialisation et de la collectivisation, il faudrait dire : la superstructure politique du régime prolétarien se développe dans une direction directement opposée au développement de la base économique. Donc les lois du marxisme sont mensongères ? Non, c'est l'appréciation officielle de la base sociale de la dictature qui est mensongère, et elle l'est radicalement.

Plus concrètement la question se formule ainsi : pourquoi en 1917-1921, alors que les anciennes classes dominantes luttaient encore l'arme à la main, que les impérialistes du monde entier les appuyaient activement, que les koulaks en armes sabotaient l'armée et l'approvisionnement du pays, était-il possible de discuter ouvertement dans le Parti les questions aiguës de la paix de Brest-Litovsk, des méthodes d'organisation de l'Armée Rouge, de la composition du C.C., des syndicats, du passage à la N.E.P., de la politique nationale et de la politique de l'I.C. ? Pourquoi maintenant après la fin de l'intervention, après la défaite des classes exploiteuses, après les succès de l'industrialisation, après la collectivisation de la majorité écrasante de la paysannerie — ne peut-on pas admettre la discussion des questions des rythmes d'industrialisation et de collectivisation, des rapports entre les industries lourdes et légères et de la politique du front unique en Allemagne ? Pourquoi tout membre du Parti qui exigerait la convocation du congrès régulier du Parti, en accord avec les statuts, serait-il immédiatement exclu et soumis à la répression ? Pourquoi tout communiste qui exprimerait à haute voix un doute sur l'infaillibilité de Staline serait-il immédiatement arrêté ? D'où vient cette tension terrible, monstrueuse et intolérable du régime politique ?

Parler à ce sujet de la menace extérieure, de la part des états capitalistes, n'explique rien en soi. Nous sommes loin évidemment de diminuer la signification de l'entourage capitaliste pour le régime intérieur de la république soviétique : déjà la nécessité d'entretenir une armée puissante est une source importante de bureaucratisme. Cependant l'entourage hostile n'est pas un facteur nouveau, il accompagne la république soviétique depuis les premiers jours de son existence.

Avec des conditions saines à l'intérieur du pays, la pression de l'impérialisme ne devrait qu'accroître la solidarité des masses, surtout la cohésion de l'avant-garde révolutionnaire. La pénétration des agents étrangers du genre des ingénieurs saboteurs, etc,... ne justifie en aucun cas et n'explique pas le renforcement général des méthodes de contrainte. Un milieu social, où règne la solidarité devrait rejeter de lui avec toujours plus de facilité les éléments hostiles, comme un organisme sain rejette les poisons.

On peut, il est vrai, essayer de dire à ce sujet, que la pression extérieure a augmenté. Car dans le monde entier le rapport des forces s'est déplacé au profit de l'impérialisme. Cependant, même si on laisse de côté la question de la politique de l'I.C., sans la considérer comme une des causes de l'affaiblissement du prolétariat mondial, il reste indiscutable que le renforcement de la pression extérieure ne peut mener à la bureaucratisation du régime soviétique que dans la mesure où il se combine à l'accroissement des contradictions intérieures. Dans ces conditions, ou il faut prendre l'ouvrier dans l'étau du système du passeport et les paysans dans l'étau des sections politiques, la pression de l'extérieur doit inévitablement affaiblir encore plus la cohésion intérieure. Et inversement : la croissance des contradictions entre la ville et la campagne doit inévitablement rendre plus aigü le danger de la part des états capitalistes. La réunion de ces deux facteurs pousse la bureaucratie sur la voie de concessions de plus en plus grandes à la pression extérieure et de répressions de plus en plus grandes contre les masses ouvrières dans son propre pays.

3. LES EXPLICATIONS OFFICIELLES DE LA TERREUR BUREAUCRATIQUE

« *Quelques camarades*, — disait Staline au Plenum du C.C. du mois de janvier, — *ont compris les thèses sur la liquidation des classes, la création de la société sans classe et la disparition de l'état comme une justification de la paresse* (?) *et de la négligence* (?), *comme une justification de la théorie contre-révolutionnaire de l'extinction de la lutte de classes et de l'affaiblissement du pouvoir étatique* ». L'imprécision des expressions sert ici, comme dans d'autres cas chez Staline, à masquer les lacunes de sa logique. Les « *thèses* » programmatiques sur l'anéantissement des classes pour l'avenir ne signifient évidemment pas encore l'extinction de la lutte de classes pour le présent. Mais il ne s'agit pas d'une *thèse* théorique, mais du *fait*, officiellement proclamé, de l'anéantissement des classes. Le sophisme de Staline consiste en ceci : l'idée du renforcement inévitable du pouvoir étatique à l'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme — idée que Lénine développa après Marx pour expliquer la nécessité de la dictature du prolétariat en général — Staline l'adapte à une certaine période de la dictature, après la liquidation, soi-disant accomplie, de toutes les classes capitalistes.

Pour expliquer la nécessité d'un renforcement ultérieur de la machine bureaucratique, Staline disait au même Plenum : « *Les koulaks en tant que classe sont détruits, mais pas encore achevés* »... Si on accepte cette formule, cela veut dire : pour achever la koulakerie détruite, il faut une dictature encore plus concentrée que pour détruire la koulakerie en pleine force. « *Le renforcement maximum* » du pouvoir étatique est nécessaire, selon l'expression littérale de Staline, pour « *achever les vestiges des classes mourantes* ».

Molotov, qui en général a un penchant malheureux à tirer toutes les conséquences des idées de Staline, donne une expression, parfaite en son genre, au paradoxe du bureaucratisme. « *Bien que*, disait-il au Plenum de janvier, *la force des vestiges des classes bourgeoises dans notre pays fonde, leur résistance, leur ressentiment et leur rage s'accroissent au delà de toute limite* ». Les forces fondent, mais le ressentiment s'accroît : Molotov paraît ne pas se douter qu'on a besoin de la dictature contre la force, mais non pas contre le ressentiment : un ressentiment qui n'est pas armé de la force cesse d'être un danger.

« *On ne peut pas dire*, reconnaît de son côté Staline, *que ces ci-devant pourraient changer quelque chose par leurs machinations de saboteurs et de voleurs dans la situation actuelle de l'U.R.S.S. Ils sont trop faibles et impuissants pour résister aux mesures du pouvoir soviétique* ». C'est clair, semble-t-il. Si les classes d'autrefois restent seulement des « *ci-devant* », s'ils sont trop faibles pour « *changer quelque chose* (!) *dans la situation de l'U.R.S.S.* », — il devrait en découler l'extinction de la lutte de classes et l'adoucissement du régime. Non, réplique Staline : « Les *ci-devant peuvent faire encore beaucoup de crasses* ». Or, on n'a pas besoin de la dictature révolutionnaire contre des crasses impuissantes, mais contre les dangers d'une restauration capitaliste. Si pour la lutte contre les ennemis de classe tout puissants il était nécessaire de recourir aux deux poings armés, contre les saletés des ci-devant, il suffit du petit doigt.

Mais ici Staline introduit un nouvel élément. Les vestiges mourants des classes détruites « *font appel aux couches arriérées de la population et les mobilisent contre le pouvoir soviétique* ». Mais est-ce que les masses sont devenues plus arriérées pendant les années du premier plan quinquennal ? Non, semble-t-il. Leur attitude envers l'état est-elle donc devenue pire ? Il s'ensuit alors que « *le renforcement maximum* » du pouvoir soviétique (pour mieux dire, les répressions) est nécessaire pour lutter contre le mécontentement croissant des masses. Staline ajoute : avec la mobilisation des couches arriérées de la population « *peuvent ressusciter et commencer à remuer les débris des éléments contre-révolutionnaires des tendances trotzkiste et droitière* ». Tel est le dernier argument : puisqu'ils peuvent remuer (ils ne font encore que pouvoir !) les débris (rien de plus que des débris !), il faut... la concentration la plus haute de la dictature.

Embrouillé désespérément dans les « *débris* » de sa propre pensée, Staline ajoute contre toute attente : « *Ceci assurément n'est pas à craindre* ». Pourquoi s'effrayer et effrayer les autres, si ce n'est pas à craindre ? Et pourquoi introduire un régime de terreur contre le Parti et le prolétariat, s'il s'agit seulement de débris impuissants, incapables « *de changer quoi que ce soit en U.R.S.S.* » ?

Tout cet amoncellement de confusion qui devient un non-sens manifeste, est le résultat de l'impossibilité de masquer la vérité. En réalité, Staline-Molotov devraient dire : « *Etant donné le mécontentement des masses, grandissant et menaçant, et le courant toujours plus fort des ouvriers vers l'Opposition de gauche, il est nécessaire de redoubler les répressions pour protéger les positions privilégiées de la bureaucratie* ». Alors tout serait remis à sa véritable place.

4. LE DEPERISSEMENT DE L'ARGENT ET LE DEPERISSEMENT DE L'ETAT

Le nœud des contradictions, dans lesquelles sont désespérément embrouillées la théorie et la pratique du centrisme bureaucratique se montrera sous un nouvel aspect, si nous examinons l'analogie entre le rôle de l'argent et le rôle de l'état pendant la période de transition. L'argent, comme l'état, représente un héritage direct du capitalisme ; ils doivent disparaître ; or, ils ne peuvent être supprimés par décret, mais ils dépérissent. Les diverses fonctions de l'argent, comme celles de l'état, meurent d'une mort différente. En tant qu'instrument de l'accumulation privée, de l'usure, de l'exploitation, l'argent dépérit parallèlement à la liquidation des classes. En tant qu'instrument d'échange, de mesure de la valeur du travail, de régulateur de la division sociale du travail, l'argent se dissout graduellement dans l'organisation planifiée de l'économie sociale ; en fin de compte il devient une quittance, un chèque sur une certaine partie du bien social, pour satisfaire les besoins de la production et des individus.

Le parallélisme des deux processus de disparition — de l'argent et de l'état — n'est pas fortuit : ils ont les mêmes racines sociales. L'état reste l'état tant qu'il doit régulariser les rapports entre les diverses classes et couches sociales, dont chacune dresse son bilan et cherche à avoir un solde actif. Le remplacement définitif de l'argent, en tant qu'instrument de mesure de la valeur, par une évaluation statistique de la force vivante de production, de l'outillage, des matières premières et des besoins ne deviendra possible qu'au stade où la richesse sociale libérera tous les membres de la société de la nécessité de rivaliser entre eux pour se partager la ration sociale.

Cette étape est encore loin. Le rôle de l'argent dans l'économie soviétique, n'est non seulement pas terminé, mais encore, dans un certain sens, c'est seulement maintenant qu'il doit se développer complètement. La période de transition, prise dans son ensemble, ne signifie pas une restriction de la circulation des marchandises, mais, au contraire, un élargissement extrême de celle-ci. Toutes les branches de l'économie se transforment, s'accroissent, et sont obligées de fixer qualitativement et quantitativement leurs rapports entre elles. Beaucoup de produits, qui, sous le capitalisme, ne sont accessibles qu'à une petite minorité, doivent être fournis maintenant en quantité beaucoup plus grande. La liquidation de l'économie paysanne avec sa consommation intérieure et de l'économie domestique repliée sur elle-même, signifie l'entrée dans la circulation sociale (monétaire) de toute l'énergie productive, qui se dépense maintenant dans les limites des villages et entre les murs des habitations privées.

En tenant le compte de toutes les forces productives de la société, l'état socialiste a pour tâche de leur donner la destination et la répartition les plus productives pour la société. Les méthodes de comptabilité économique élaborées par le capitalisme — la comptabilité monétaire — ne sont pas rejetées, mais généralisées. L'édification socialiste est impossible sans introduire dans le système planifié l'intérêt personnel du producteur et du consommateur. Cet intérêt ne peut se manifester activement que si se trouve à son service un instrument sûr et souple : un système monétaire stable. En particulier l'accroissement de la productivité du travail et l'amélioration de la qualité de la production sont absolument impossibles sans un instrument de mesure précis, qui pénètre librement par tous les pores de l'économie, c'est-à-dire une unité monétaire ferme.

Si un système monétaire stable est nécessaire à l'économie capitaliste, qui rétablit ses proportions instables à l'aide des oscillations de la conjoncture, qui gaspille beaucoup, un tel système est d'autant plus nécessaire pour la préparation, l'élaboration et la régularisation d'une économie planifiée. Il ne suffit pas de construire de nouvelles entreprises. Il faut que l'économie se les assimile. Cette assimilation signifie la vérification de l'expérience, l'adaptation, la sélection. Une vérification de masse, pour tout un pays, ne peut être rien d'autre qu'une vérification par le rouble. Edifier un plan économique sur une devise glissante, c'est la même chose que faire des dessins de machines avec un compas disloqué et une règle courbe. Actuellement telle est précisément la situation. L'inflation du tchervonetz est un des plus pernicieux résultats et, en même temps, instruments de la désorganisation bureaucratique de l'économie soviétique.

La théorie officielle de l'inflation est absolument au niveau de la théorie officielle de la dictature analysée plus haut. « *La stabilité de la devise soviétique*, disait Staline au Plenum de janvier, est *garantie avant tout par une quantité énorme de marchandises dans les mains de l'Etat et mises en circulation à des prix fixés* ». Si cette phrase a un sens, ce n'est que celui-ci : l'argent soviétique a cessé d'être de l'argent ; il ne sert plus à mesurer la valeur et par cela à établir les prix : des prix fixés sont déterminés par le pouvoir étatique ; le tchervonetz n'est qu'un bon de comptabilité dans l'économie planifiée. Cette idée est tout à fait parallèle et égale aux idées de « *liquidation des classes* » et « *d'entrée dans le règne du socialisme* ». Tout entier dans son langage à demi-mot, Staline n'ose cependant pas renoncer à la théorie de la couverture-or. Non, la couverture-or « *aussi* » n'est pas superflue, mais sa signification est tout à fait auxiliaire. On a besoin d'elle malgré tout pour le commerce extérieur, où il faut payer en espèces sonnantes. Mais pour la prospérité de l'économie intérieure il suffit de prix fixés, établis par le secrétariat du C. C. et par ses représentants.

Que la rapidité de la baisse de la capacité d'achat des signes monétaires dépende non seulement du nombre de tours de la presse à billets, mais aussi de la « *quantité de marchandises* », c'est ce que sait tout étudiant en économie politique. Cette loi concerne aussi bien l'économie capitaliste que l'économie planifiée. La différence est que dans l'économie planifiée on peut, à l'aide de mesures administratives, masquer beaucoup plus longtemps l'inflation ou, du moins, son étendue. D'autant plus redoutable doit être l'échéance : L'argent régularisé par les prix administratifs perd, en tout cas, la capacité de régler les prix et par conséquent le plan. Dans ce domaine, comme dans d'autres, le « *socialisme* » consiste pour la bureaucratie à libérer sa volonté de tout contrôle : celui du parti, des soviets, des syndicats et de la monnaie.

L'économie soviétique actuelle n'est ni monétaire, ni planifiée ; c'est presqu'un type pur d'économie bureaucratique. L'industrialisation exagérée et déséquilibrée sape les bases de l'économie agraire. La paysannerie essaya de trouver une issue dans la collectivisation. L'expérience a bientôt démontré qu'une collectivisation désespérée n'est pas la collectivisation socialiste. La décadence ultérieure de l'économie soviétique a frappé l'industrie. Pour soutenir les rythmes impossibles et déséquilibrés, il fallait une pression renforcée sur le prolétariat. Se libérant du contrôle matériel de la masse des consommateurs et du contrôle politique du producteur, l'industrie a acquis un caractère super-social, c'est-à-dire bureaucratique. Le résultat est qu'elle se trouve incapable de satisfaire les besoins humains même au degré, où les satisfaisait l'industrie capitaliste moins développée. L'économie agraire a répondu aux villes impuissantes par une guerre d'usure. Sous le joug éternel de la disproportion entre la tension de leurs efforts productifs et leurs conditions d'existence empirantes, les ouvriers, les kolkhoziens et les propsriétaires individuels perdent l'intérêt pour le travail et se remplissent d'irritation contre l'Etat. De là — de là précisément, et non de la mauvaise volonté des « *débris* » — découle la nécessité d'introduire la contrainte dans tous les pores de la vie économique (renforcement du pouvoir du directeur, loi sur les absences, peine de mort pour la dilapidation par les kolkhoziens des biens des kolkhoses, mesures militaires pendant les semailles et la récolte, obligation pour les paysans individuels de céder leurs chevaux aux kolkhoses, système des passeports, sections politiques dans les villages collectivisés, etc., etc.).

Le parallélisme du sort de l'argent et de l'Etat se présente ici, devant nous, sous une forme nouvelle et très claire. Les disproportions de l'économie conduisent la bureaucratie sur la voie de l'inflation croissante du papier-monnaie. Le mécontentement des masses devant les résultats matériels des disproportions économiques pousse la bureaucratie sur la voie de la contrainte pure et simple. La planification économique se libère du contrôle des prix, comme le bon plaisir bureaucratique se libère du contrôle politique. La négation des « *causes objectives* », c'est-à-dire des limites matérielles, pour l'accroissement des rythmes, comme l'abandon de l'étalon-or pour la monnaie soviétique, représentent deux délires « *théoriques* » du subjectivisme bureaucratique.

Si le système monétaire soviétique dépérit, ce n'est pas dans le sens socialiste, mais dans le sens capitaliste : c'est par l'inflation. L'argent devient non pas un instrument au service de l'économie planifiée, mais l'instrument de sa désorganisation. On peut dire aussi que la dictature du prolétariat meurt aussi par l'inflation bureaucratique, c'est-à-dire par le gonflement excessif des violences, des répressions et de l'arbitraire. La dictature du prolétariat ne se dissout pas dans la société sans classes, mais dégénère en un plein pouvoir de la bureaucratie sur la société.

Dans la sphère de l'inflation monétaire aussi bien que dans celle de l'arbitraire bureaucratique, se résume toute la fausseté de la poitique du centrisme dans le domaine de l'économie soviétique, comme dans le domaine du mouvement prolétarien international. Le système stalinien est épuisé jusqu'au fond et condamné. Son naufrage approche avec la même implacabilité que la victoire du fascisme approchait en Allemagne. Mais le stalinisme n'est pas quelque chose d'isolé ; comme une plante parasite il s'est enlacé autour du tronc de la Révolution d'octobre. La lutte pour le salut de la dictature du prolétariat est inséparable de la lutte contre le stalinisme. Cette lutte est arrivée à un stade décisif. Le dénouement est proche. Mais le dernier mot n'est pas encore dit. La Révolution d'octobre saura encore se défendre.

Prinkipo, le 29 avril 1933.

L. TROTSKY.

Comment le fascisme est-il parvenu au pouvoir en Allemagne ?

(Suite de la première page)

Et les bolcheviks avaient su exploiter la période écoulée de février à octobre. Heckert et Cie, qu'ont-ils fait pendant les années 1930-1933 ? Ils menaient la politique de la défaite, — malgré les avertissements de notre camarade Trotsky et l'opposition de gauche — qui les a coupé non seulement des inorganisés, mais même de la majorité des ouvriers organisés. Voilà les causes des modifications du rapport des forces. La politique de masse du P. C. A. est ici complètement oubliée. La « *troisième période* » avec ses journées rouges est enterrée. Voilà les voies qui après une analyse sérieuse nous conduiraient vers le vrai fossoyeur du prolétariat allemand jusqu'à l'antichambre de Staline.

La comparaison avec le fascisme italien en tient pas non plus. Non seulement parce que le prolétariat allemand est plus nombreux mais parce que le P. C. A. avait une force de trois cent mille membres. Et dire après cela que la bourgeoisie ne résoudra pas sa crise économique même momentanément, c'est se leurrer en chambre avec la politique marxiste. Celui qui a pensé que les victoires électorales assureraient aussi le pouvoir, c'était justement le P. C. A. L'opposition de gauche a dit que le gain de 700.000 voix aux élections de 1932, ne reflétait pas le visage de la véritable situation; le parti avec une juste politique, aurait dû gagner des millions de voix dans une période pareille.

Dans la question de Heckert : « *La politique du P.C.A. fut-elle juste* » ? retenons seulement les phrases sur le rythme de l'offensive du fascisme, la mobilisation des masses et les combats d'arrière-garde.

Non, le parti n'a pas mesuré le rythme de l'offensive fasciste; cela explique la présentation de Toergler se disculpant à la police et les arrestations en masse des militants de cadres, avec Thaelmann en tête, qui ont coupé la masse de ses chefs. Parler dans une situation telle des combats d'arrière-garde, ce n'est rien d'autre que se tromper soi-même. Malheureusement les ouvriers désorientés non seulement n'ont livré des combats d'arrière-garde, mais ils perdent toute confiance dans la direction officielle et n'engagent pas la lutte. Voilà la vérité. Quant à la mobilisation en temps voulu des masses ? Là dedans réside la véritable tragédie. Il ne suffit pas de crier; *les ouvriers sont avec nous*, quand ils étaient encore en majorité derrière la social-démocratie. Il fallait les organiser sous un véritable front unique, préconisé par l'opposition de gauche, pour pouvoir les retirer de l'influence réformiste. Mais la théorie de « *social-fascisme* » les a au contraire rejetés dans les bras de Wels et Compagnie.

Heckert dans son analyse dit que le parti social-démocrate s'est suicidé moralement et politiquement. Mais dans un autre sens, ça vaut aussi, par les propres paroles de Heckert, pour le P. C. A. C'est sa fausse politique qui l'a détruit.

« *Il faut le dire clairement, nettement, ouvertement : le stalinisme a eu son 4 août. Dès aujourd'hui, les ouvriers avancés de ce pays ne parleront de la période de domination de la bureaucratie staliniste, qu'avec un âpre sentiment de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédictions .Le P. C. officiel allemand est condamné. Dès maintenant, il ne fera que se décomposer, s'effriter et tomber à néant. Aucun moyen artificiel ne le sauvera. Le communisme allemand ne peut renaître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction. Les bolcheviks-léninistes donneront toutes leurs forces pour ce travail* ».

POUR LE 50e ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE KARL MARX

La Ligue communiste éditera le recueil complet des

THESES, MANIFESTES et RESOLUTIONS des

1er 2e 3e et 4e CONGRÈS MONDIAUX de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE (1919-1922)

Un certain nombre de documents de ces Congrès ont déjà été reproduits. Mais ceux-ci ne constituent qu'une petite partie des documents élaborés par eux.

Nous les reproduirons intégralement dans un volume d'environ 200 pages sur 2 colonnes, ce qui équivaut à 5 ou 600 pages d'un volume in-octavo.

Ce volume sera mis en vente au prix de 20 francs. Mais comme il nécessite une importante mise de fonds, nous demandons de suite à nos lecteurs de souscrire au volume pour le prix de 15 francs, dès maintenant.

Le volume sera envoyé aux lecteurs dès sa parution, en fin mars approximativement.

UTILISEZ LE BULLETIN DE SOUSCRIPTION CI-DESSOUS

Je, soussigné .....

Adresse .....

Déclare souscrire à 1 exemplaire des Thèses, Manifestes et Résolutions des quatre premiers Congrès de l'Internationale Communiste, au prix 15 francs, que je vous fais parvenir par mandat-poste (ou autrement).

Signature :

Paris, le

A retourner à « La Vérité », 23, rue des Vinaigriers, Paris, 10e.

LA VIE OUVRIERE

A Lille

APRES LA MANIFESTATION DU 2 MAI

La leçon des événements qui se sont déroulés à Lille à l'occasion de la venue de Taittinger, nous oblige à revenir sur quelques remarques assez importantes.

Tout d'abord, il faut insister sur l'ampleur des bagarres qui eurent lieu dans la soirée du 2 mai, par la combativité des travailleurs tant communistes, oppositionnels et socialistes, et cela démontre, que si les dirigeants du P. C. voulaient adopter une tactique sérieuse de front unique nous pourrions grossir notre sympathie vis-à-vis de nombreux ouvriers socialistes.

Lorsque le cortège groupant environ 5 à 6 000 manifestants arriva devant la salle où se tenait la réunion des J. P. un fort contingent de manifestants décida de rester pour empêcher la réunion et pendant un long moment les cris fusèrent à l'adresse des J.P. et de la flicaille. Ceux-ci se montrèrent véritablement provocants et bientôt la première charge commençait sur l'ordre de Coissart, commissaire central. Cela devait être le signal des bagarres jusqu'à 1 heure du matin. Nous notons au passage que des hommes de confiance S. F. I. O. avaient fait un barrage pour empêcher les manifestants d'avancer. Nous disons à ces ouvriers que leurs rôle n'est pas de prêter main-forte à la police, mais de se ranger avec leurs frères de classe, car la flicaille ne peut être que le défenseur de la bourgeoisie.

La charge commença avec brutalité, plusieurs flics furent sérieusement blessés, car les manifestants rispotèrent avec force. Tout ce qui tomba dans leurs mains, insuffisamment hélas, était lancé à la tête de la mobile. Bref, à plusieurs reprises, des charges sauvages eurent lieu sur la place de l'Arsenal. Toujours les travailleurs se regroupaient — dont un nombre assez important de socialistes. — Pendant ce temps, un autre groupe se forma a l'angle de la rue Nationale composé de J. S. et J.C., les autos des bourgeois furent mis au travers de la rue et servirent de barrages, une charrette de briques fut amenée sur sur les lieux et la bataille commença, renforcée par un grand nombre de socialistes qui étaient alertés sur la place Rihour où Salengro harangua les ouvriers. Il faut dire, que les ouvriers socialistes firent preuve d'un grand courage, ce fut une lutte rangée, des pavés furent enlevés, et lancés sur les bourriques. A un moment donné, les bourgeois massés dans le café du Pélican applaudirent les gardes mobiles; ce fut le comble, et un ouvrier socialiste lança une chaise dans la vitrine; une bataille s'engagea, les chaises, les tables de la terrasse furent envoyées dans le bistro, car ces lâches n'avaient pas hésité à assommer ce camarade. Là encore une nouvelle charge recommença;les ouvriers furent dispersés dans divers côtés de la Grand-Place et en face de l'*Echo du Nord* les mobiles voulurent charger à nouveau. Mais un garde mobile cria qu'il ne fallait pas charger, parce que Bracke, député S. F .I. O. du Nord, était avec les manifestants. D'autres bagarres eurent lieu encore dans différents endroits, notamment devant le siège du P. S. où de l'intérieur du café, des litres étaient lancés sur les mobiles.

Les manifestants ayant appris que Taittinger s'était rendu à *l'Hôtel « Carlton »*, ce fut la ruée de ce côté. Les vitres volèrent en éclats, ainsi que chez « *Lévitan* »; enfin de 8 heures à minuit bien sonnés, une véritable lutte eut lieu, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps; il faut espérer que les ouvriers ne s'en tiendront pas là.

Il faut maintenant tirer les leçons de cette journée.

D'abord, il faut souligner fortement devant tous les travailleurs, que la tactique de l'appel au calme, constamment pratiquée par les dirigeants socialistes doit être combattue violemment par les travailleurs socialistes; car cela ne peut que servir les gardes mobiles et jeter la panique. Ensuite, nous disons aux dirigeants socialistes que leur façon d'organiser la lutte contre le fascisme est une véritable comédie, en effet après une campagne de presse, d'affiches, etc., où les J. P. devaient être réduits en poussière, il est maintenant prouvé que le *but véritable n'a pas été atteint*. Nous disons comme nous l'avons dit avant la manifestation, *que ce n'est pas en organisant un rassemblement à la place Sébastopol que l'on lutte contre eux, mais qu'il fallait opérer ce rassemblement sur le lieu même, où se tenait la réunion des J. P.* et cela, dès 19 heures. Ainsi, seulement, il était possible d'empêcher la réunion, et d'infliger une sévère correction aux J. P. Le seul but qui a été atteint, ce fut le matraquage des ouvriers. Que cela serve de leçon aux ouvriers socialistes et que pour l'avenir ils exigent de leurs chefs plus d'énergie.

Nous voulons ici aussi, stigmatiser la façon dont les chefs S. F .I. O. font certaines insinuations; par exemple lorsqu'ils déclarèrent dans la presse que des individus n'appartenant pas aux organisations avaient commis des actes de vandales, nous savons ce que ce la veut dire; il vaudrait mieux dire tout de suite que ce sont des communistes !

Les dirigeants du P. C. ont commis une faute en ne menant pas campagne pour expliquer le but de la manifestation et le lieu nécessaire de rassemblement. Une affiche dans ce sens aurait porté sur les ouvriers socialistes.

Nous profitons également de cette occasion pour répéter une fois de plus qu le P.C., doit s'engager rapidement dans une autre voie, celle que nous préconisons depuis toujours, s'il veut que les ouvriers comprennent leur chemin.

Le Parti doit changer sa politique syndicale, et sa politique électorale stupide « Clases contre classe », qui fait le jeu de la social-démocratie et éloigne de nous les travailleurs socialistes.

Les dirigeants du P. C. doivent également comprendre que la théorie néfaste du (social-fascisme), empêche également les ouvriers de venir à nous, car ces derniers se refusent à croire que leurs chefs sont des fascistes et se dressent contre le P. C., et pendant ce temps-là, les dirigeants du P. S. ont tout le temps de pratiquer une politique de collaboration de classe en votant les fonds secrets, etc.., qui servent à payer les gardes mobiles pour matraquer les travailleurs.

La tâche du Rayon de Lille doit consister dès maintenant à se préparer à de nouvelles luttes en préconisant des moyens efficaces. Le groupe de Lille de l'opposition dans une de ses réunions a soumis des propositions au Rayon, nous attendons la réponse, mais en attendant, tous, nous devons mener la lutte pour la libération de nos camarades emprisonnés à la suite du 2 mai. Les oppositionnels sauront faire leur devoir.

Le groupe de Lille.

A Dijon

LE 1er MAI A DIJON

Le meeting organisé par l'Union départementale confédérée, à 10 h. du matin n'a pas eu un gros succès. C'est devant 200 personnes que Tauzin délégué confédéral exposa le point de vue réformiste, sur les 40 heures, la crise actuelle et sur l'unité organique ou d'action.

On nous permettra tout de même de dire qu'à Dijon, les réformistes étaient mal placés pour parler d'unité organique ou même d'action, eux, qui huit jours avant ont refusé, sous de mesquins prétextes, l'organisation d'un meeting et d'une manifestation commune.

Du côté unitaire, nos camarades avaient très judicieusement organisé le meeting pour 16 heures. C'est devant 800 personnes que Midol fit acclamer les mots d'ordre révolutionnaires. Sa réponse à Gauthier, du syndicat chrétien des cheminots, qui était venu défendre la collaboration de classe fut particulièrement applaudie par les nombreux ouvriers présents à ce meeting, qui se termina dans l'enthousiasme vers 18 h .30 au moment ou les ouvriers des Services publics qui n'avaient pas chômé arrivaient pour participer à la manifestation. Et ici nous saluons les cheminots de Dijon-Perrigny qui sous l'impulsion des militants de notre section syndicale unitaire sont venus en manifestant depuis les ateliers à la Bourse. Les ouvriers au nombre de 1.500 parcoururent les rues de la ville, jusqu'à la gare où notre camarade Bouscand, secrétaire du syndicat des cheminots tira les conclusions de cette journée.

Notre petit noyau d'oppositionnels a dans la mesure de ses moyens largement contribué a l'organisation de cette journée par la diffusion à plusieurs milliers d'exemplaires d'un tract appelant les ouvriers socialistes, communistes, confédérés, unitaires, à réaliser le front unique sur le terrain local par l'organisation d'un meeting commun. Malgré le refus des dirigeants de l'U. D. confédérée, il est clair que l'idée fait son chemin parmi les ouvriers confédérés et unitaires. On admettra que notre tract a contribué au renforcement de la manifestation unitaire. Plus que jamais défendons notre mot d'ordre léniniste de l'Unité syndicale et du front unique d'organisations à organisations.

J. L. des Cheminots.

A Paris

DANS LE 20e

COMMENT ON NOURRIT LA LUTTE CONTRE NOUS

Dimanche à Belleville, mobilisation révolutionnaire pour protéger la vente des journaux ouvriers et tuer dans l'œuf les tentatives des A. F. et des J. P. engaillardis par la victoire d'Hitler. Les oppositionnels étaient à leur poste. Cela n'empêche pas quelques staliniens de faire colporter : « il faut se méfier des trotskistes qui veulent provoquer une bagarre ». Quand nos vendeurs criaient « La Vérité », les vendeurs de l' « Huma » tentaient avec acharnement de couvrir la voix de nos camarades. Le groupe oppositionnel du 20e prendra sa place dans la lutte contre le fascisme mais il n'acceptera pas que la haine de quelques bureaucrates divise les rangs des travailleurs unis dans une même lutte.

A cette occasion, nous avons discuté un brin avec les copains du Parti à la Chope. Toujours le même système, on tente d'éloigner de nous les copains qui veulent discuter par des calomnies grâce auxquelles on bourre le crâne de nombreux copains. Ecoutez celle-là aussi infâme que grotesque :

« Chez Citroën, vous vous êtes fait embarquer exprès. On vous a chargé à sept dans le camion de votre plein gré, c'était une petite balade organisée avec la police ».

« Si vos copains n'ont pas été réadmis, c'est normal, Citroën n'allait pas vous griller en les admettant au travail, il combine ça pour mieux vous utiliser ».

Voilà de quelles infamies la direction du rayon du 20e nourrit la curiosité des camarades sur l'Opposition.

Déat, Duclos, Fleury, Meunier, Bontemps vont parler dans le 20e en un meeting organisé par : La Ligue Internationale contre l'antisémitisme.

L'appel précédant leur nom fait appel aux « **DEMOCRATES ET PACIFISTES POUR LA DEFENSE DES CONQUETES DE LA DEMOCRATIE** ».

DANS LE BATIMENT

ET LE TRAVAIL SYNDICAL LE STALINISME

Des faits déjà coutumiers se sont déjà produits ces jours derniers au syndicat du Bâtiment. Pour bien comprendre les agissements des bureaucrates, il faut que nous rétablissions les faits.

Le journal des staliniens en langue hongroise a publié un article, il y a quelques semaines, dans lequel on dit entre autre que le groupe de langue hongroise du bâtiment protège un policier, démasqué antérieurement. Une accusation publique pareille doit se reposer sur la vérité. Et si cette accusation est fondée, l'élimination de l'individu du syndicat doit la suivre.

Or, les faits sont tout autres !

On n'a jamais démasqué personne comme policier dans le groupe de langue du bâtiment. Aussi l'indignation était grande parmi les ouvriers qui étaient visés directement. La direction du groupe de langue du bâtiment a convoqué une réunion publique, en invitant les staliniens à s'expliquer. La direction à du recourir à une pareille réunion, étant donné que l'accusation a parue dans le journal.

Le jour de cela réunion une trentaine d'ouvriers sont venus pour savoir de quoi il s'agissait véritablement. Mais les bureaucrates du bâtiment veillaient. Ils ont tout simplement interdit l'accès de la salle aux ouvriers qui ne sont pas syndiqués du bâtiment. Voilà déjà la fuite de vant la discussion publique ! Les ouvriers qui étaient nettement accusés ne voulaient pas s'en aler et réunis dans la cour, ont accepté une résolution dans laquelle ils ont flétri l'attitude de la C. E. du bâtiment. Entre temps le C. E. fit venir Boullé, de la 20e Union, qui, à sa manière de bureaucrate, voulait déchaîner la bagarre et chasser les ouvriers qui n'étaient pas du bâtiment. La démocratie syndicale règne !

Un camarade de la C. E. du bâtiment prit la défense du groupe de langue du bâtiment et exigea le procès-verbal où so-disant l'interdiction de la réunio nfut notée .Comme un tel procès-verbal n'existe pas, la C. E. du bâtiment avec ReRnac et Maurin de la 20e Union en tête, ont agi comme les pires ennemis du mouvement syndical.

Le fond de toute cette affaire est qque la majorité du groupe de langue du bâtiment ne peut pas avaler les agissements de quelquqes bureaucrates de la direction hongroise et sont en opposition avec elle. Mais comme la direction du broupe de langue du bâtiment est dans la main de cette opposition, les staliniens n'ont d'autre souci que de les vider pour garder leur hégémonie.

Nous conseillons aux camarades du bâtiment de s'intéresser au point de vue de l'opposition de gauche et à son travail, pour être mieux armés contre les staliniens qui ne font que démolir les syndicats de masse avec leur fausse politique.

Le mouvement Citroën

Malgré les rentrées, la combattivité des ouvriers de Citroën n'est pas éteinte. Après le grave mouvement qu'ils ont dressé dans la région parisienne, jour par jour, usine par usine, débrayages partiels et manifestations démontrent dans quel sentiment le travail a dû être repris. Citroën ne s'y trompe pas et n'embauche que par petites quantités. Les métallos s'efforcent d'imposer la reprise des camarades licenciés pour leur activité et leur dévouement à la cause de tous et la libération des nombreuses victimes des provocations policières. Dans certains coins, les ouvriers ont déjà obtenu le réembauchage de leurs camarades. Il faut maintenant renforcer le syndicat unitaire, consolider les résultats qu'il a obtenus et faire le point, à l'échelle des sections syndicales et du syndicat entier, pour tirer sérieusement leçons des semaines dernières et continuer une lutte contre le patronat de l'automobile qui n'est pas terminée. Nous continuerons à contribuer aux tâches qui se posent.

La terreur en Amérique du Sud

LE SECRETAIRE DE L'OPPOSITION D'ARGENTINE DEPORTE A LA TERRE DE FEU

Nos camarades d'Argentine nous communiquent l'arrestation du secrétaire général de la gauche communiste argentine, Edouard Islas. Notre camarade a été arrêté le 24 février à bord du paquebot fluvial alors qu'il se rendait à Montevideo en qualité de délégué au Congrès contre la guerre de l'Amérique latine.

Notre camarade a subi quarante jours de détention dans la prison de Villa-Devoto. A la suite de cet emprisonnement, et sans jugement, il a été relégué avec six camarades du parti communiste et sept anarchistes dans la prison de Ustinaia. Cette prison se trouve située dans l'île de la Terre de Feu à l'extrême sud de l'Amérique du Sud. Les prisons de ces régions, dont le climat est presque polaire sont réservées aux condamnés aux travaux forcés.

La réaction la plus féroce est déchaînée sur la République Argentine et en général sur toute l'Amérique du Sud. L'Argentine est soumise à l'état de siège : sous le régime d'exception, les polices fédérales et provinciales s'emploient à faire disparaître les éléments les plus actifs du prolétariat, les déportent à la Terre de Feu ou les chassent à l'étranger. Une des lois les plus infâmes, la « **loi de résidence** » — qui avait été virtuellement abrogée par le Code Pénal de 1921 — a été rétablie par un complaisant arrêt de la Cour suprême affirmant qu'elle n'était pas abrogée... Le gouvernement a ainsi tous pouvoirs pour expulser tout étranger qualifié « indésirable ». Déjà des centaines de camarades, la plupart italiens et polonais, ont été livrés enchaînés aux polices de Mussolini et de Pilsudski.

Les bourgeoisies sud-américaines aux gages des grands impérialismes font régner une terreur sans merci. Les dirigeants social-démocrates gardent un silence complet. Cependant les crimes commis contre les militants ouvriers dans tout le continent sud-américain se multiplient. Champ de rivalités impérialistes, l'Amérique du Sud est transformée en geôle du prolétariat, en chambre de supplice de ses militants. Il faut que le prolétariat français contribue à soutenir le prolétariat sud-américain et à arracher aux griffes des bourgeoisies les militants martyrs.

GROUPE ESPERANTISTE OUVRIER

Dimanche 14 mai : camp à Noisiel. Train gare de l'Est pour Vaire.

Lundi 15 : K-do Laillet pri « Kolektivismo kaj insektoj », à 20 h. 30, rue du Bouloi, métro « Les Halles ».

Un nouveau périodique de l'Opposition Internationale

SALUT AU « RED FLAG »

Le premier numéro du **Red Flag**, le périodique édité par notre section anglaise vient de paraître. Il est annoncé comme devant paraître mensuellement. Ce premier numéro de quatre pages contient l'article de L. Trotsky : **La tragédie du prolétariat allemand.** Nous saluons fraternellement le premier organe mis debout par nos camarades. Nous lui souhaitons un développement qui réponde aux tâches qui s'ouvrent devant les communistes anglais au cœur du plus vieil impérialisme, en présence de la faillite et de la trahison travailliste, des flottements de l'I.C.P. et de l'incapacité du P.C. de frayer la voie révolutionnaire au prolétariat britannique.

Luttons pour arracher à la mort les Condamnés de Saïgon

(Suite de la page 1)

Il a dénoncé les crimes commis par l'impérialisme en Indochine dans les autres colonies et en Amérique contre les nègres de Scottborough, les tentatives de l'impérialisme appuyé par la politique socialiste de Varenne pour briser la liaison des travailleurs de la colonie et de la métropole.

Il a fait appel à l'adhésion nombreuse au Comité pour prendre exemple sur l'unité d'action des travailleurs et étudiants français et coloniaux le 1er mai dernier à Vincennes — pour l'amnistie aux indochinois.

Il a fait voter l'ordre du jour ci-dessus en faveur des camarades chinois, victimes du Kuomintang.

Il a fait connaître à l'assemblée la volonté de la ligue communiste de se mettre à la disposition du Comité d'amnistie.

Le Bureau a hésité à donner la parole à R. Cela résulte à notre avis d'un manque de compréhension du front unique d'action. Nous pensons que le Comité, réunissant des personnalités et des organisations ayant des points de vue différents sur l'action à mener pour l'amnistie, doit permettre à toutes les tendances de s'exprimer pourvu que ces tendances agissent pour l'amnistie. Car il n'y aurait plus de front unique si tous devaient se conformer au point de vue d'un seul. Nous disons : drapeaux divers, action commune.

Très probablement se tiendra le 16 mai un meeting central aux Sociétés Savantes. Nous avons désigné deux camarades qui ont pris contact avec le responsable du Comité pour toute préparation nécessaire. Notre organisation est prête à soutenir toute action du Comité pour l'amnistie. Nous avons déjà demandé la parole pour notre délégué. Nous souhaitons qu'il l'aura.

Nous appelons nos camarades, nos sympathisants de la région parisienne à venir nombreux soutenir l'action de ce Comité.

Nous lui apporterons notre aide et nos suggestions. Qu'il agisse !

SERVICE DES LIVRES DE LA "VÉRITÉ"

Ouvrages de L. Trotsky

Cours nouveau (1923)	3 50
Vers le Capitalisme et vers le Socialisme (1925)	3 50
Les problèmes de la Révolution allemande (1933)	1 50
Et maintenant ? (1932)	3 »
La seule voie (1932)	2 »
Entretien avec un ouvrier social-démocrate (1933)	0 25
Signal d'alarme (Le danger menace de plus près en U.R.S.S.) (1933)	0 25
L'Economie soviétique en danger	2 »
Les problèmes de la guerre civile (1924)	1 50
L'Histoire de la Révolution Russe (T. 1)	15 »
La Révolution permanente	15 »
Ma vie (3 volumes)	30 »
La Révolution défigurée	10 »
Ch. Rakovsky. Problèmes de l'économie de l'U.R.S.S.	2 »
Carte postale (portrait de Rakovsky), par 10	2 50

Envoyer les fonds en mandats-poste au nom de P. Naville, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

AVIS IMPORTANT

Nous prions tous nos lecteurs, correspondants, abonnés, de ne plus se servir de nos comptes chèques postaux, ni pour la *Vérité*, ni pour la *Lutte de Classes*, et en général qu'ils n'y effectuent aucun payement. Ces comptes sont devenus inutilisables par suite de difficultés avec d'anciens créanciers.

Prière d'effectuer tous les payements *par mandats-poste simples au* nom de P. Naville, 23, rue des Vinaigriers, Paris (10e).

5e ANNÉE - N° 154

LA VÉRITÉ

Organe hebdomadaire de la Ligue Communiste (opposition)

23, rue des Vinaigriers (10e)

Paraît le Vendredi

PRIX DU NUMÉRO : 0.50

ABONNEMENTS :

Un an..... 20 francs

Six mois..... 10 francs

Tous, Membres de la Ligue ou Lecteurs !

Envoyez-nous des adresses d'abonnés possibles à qui nous ferons un mois de service gratuit et dont nous solliciterons ensuite un abonnement. Remplissez cette liste.

NOM	ADRESSE	OBSERVATIONS

A propos d'un questionnaire douteux

Le B.P. du Parti et la commission des cadres ont une singulière compréhension du procès de formation de cadres dans le Parti. Maintes fois nous avons répété que la sélection se réalisait dans le Parti à travers sa vie et son action; l'élaboration de sa politique, son application tactique, l'investigation des résultats acquis, le contrôle des actes de chacun par l'ensemble.

Le stalinisme en érigeant son infaillibilité en dogme, en imposant ses erreurs par des mesures bureaucratiques, est parvenu à fausser complètement et à compromettre à la foie la formation politique d'un grand nombre d'adhérents, les rapports de ces adhérents entre eux et avec les sommets du Parti. Nous n'avons cessé de démontrer à quel point cet état de chose rendait le Parti perméable à l'infiltration policière, de nombreux exemples ont démontré la justesse de nos alarmes, jamais l'Internationale n'a subi une telle éclosion de marchandages et de détournements, qu'avec le stalinisme. C'est un état de chose qui ne peut finir qu'avec les causes qui l'engendrent. Tous les remèdes de détail sont insuffisants. Beaucoup d'épurations se sont succédées, dirigées souvent contre l'adversaire de tendance, l'épurateur se révèlait souvent être un vulgaire Celor.

Le B.P. et la commission des cadres ont donc engagé une action pour l'épuration du Parti, ils tentent encore une fois de résoudre cette question par la voie bureaucratique. Plusieurs circulaires ont été rédigées à différentes destinations, étaient joints à ces circulaires des questionnaires comprenant de 70 à 130 questions suivant les cas. « **La réponse à ces questions est obligatoire, toute omission ou indication erronée sera sanctionnée d'exclusion** ». L'interrogatoire porte sur l'identité, renseignements sur les ascendants et descendants, évolution politique; à ce sujet tout un chapitre concerne les liaisons avec des trotskistes, en voici un extrait :

« 39) Quelle fut votre position au cours des différentes crises du parti (congrès de Paris 1922), opposition trotskyste, Souvarine, Girault, Treint. 40); Avez-vous fait partie d'une opposition ? Quel rôle y avez-vous joué? Comment l'avez-vous abandonnée; 41) Avez-vous été exclu du parti ou d'autres organisations révolutionnaires; 42) Avez-vous été l'objet de sanctions, quand et pourquoi... »

Le questionnaire devient ainsi un moyen de répression bureaucratique; quant au véritable but qu'il vise, on ne peut l'atteindre par ces voies, tout au contraire, on le compromet. Aussi, en s'adressant aux membres des groupes de langues, le questionnaire demande :

— **Quel travail illégal as-tu fait ?**

— **Sous quel pseudonyme ?**

— **Sous l'ordre de qui ?**

— **A quelle date ?**

Le camarade devant répondre par écrit !!! Une telle méthode d'épuration est invraisemblable et fait peser une menace d'exclusion sur tout camarade ne trouvant pas prudent de répondre à ces questions ?

Contrôler toute l'activité de chaque adhérent est certes le devoir d'une direction, mais il y a multes moyen de le faire plus efficace, plus discret et il faut le dire, **donnant à l'adhérent aussi, la sécurité nécessaire.**

Par ce court article, nous mettons le Parti en garde contre les questionnaires de la commission des cadres. Venant après des campagnes d'adhésions ou des feuilles étant à profusion distribuées à toute fête ou goguette, ce questionnaire loin de réduire le danger d'infiltrations douteuses en complète les risques. Ce n'est pas à la légère que nous traitons cette question; que l'on se souvienne de la perte par un responsable du P.C.I. (toujours à la direction) d'une valise contenant de multiples biographies et des conséquences de cette criminelle légèreté. Que l'on se souvienne de la serviette de Marrane, etc., etc... Sur un plan qui lui, ne relève pas de l'oubli, qu'on se souvienne des cas Celor, Jany, Joubert, etc.... et que l'on sache qu'une telle méthode bureaucratique ne profite pas au Parti. Pour le contrôle des adhérents, la cohésion de tout le Parti, il n'y a pas d'autre moyen qu'un régime intérieur sain, l'élaboration de la politique élevant le niveau des membres, l'action les cimentant et les contrôlant.

Les autres moyens dans ce fameux questionnaires sont inefficaces et peuvent même être considérés comme douteux.

Une Assemblée d'Information des J. C. sur la " Lutte contre le Fascisme "

Cette assemblée, à laquelle participèrent, au 120 rue Lafayette, 80 à 100 jeunes communistes de la R. P., fut particulièrement décevante, même pour les partisans les plus fidèles de la « ligne » et de ses zig-zags. Nous nous attendions, pour la plupart, à une sérieuse discussion sur le fascisme en Allemagne et ses répercussions internationales. Nous espérions que cette assemblée sur « **la lutte contre le fascisme** » serait, avant tout, consacrée à l'examen des erreurs criminelles des dirigeants du P. C. A., à l'analyse des causes réelles de la défaite, afin d'en tirer les enseignements nécessaires à la préparation de nouvelles batailles. Malheureusement, le jeune bureaucrate qui fut chargé de rapporter, non seulement n'essaya pas de se hasarder dans cette voie, mais ne prononça pas même une seule fois le nom du P. C. A. Il « expliqua » la victoire du fascisme hitlérien par « **les trahisons de la social-démocratie, le traité de Versailles et la démagogie nazie** ». Il « expliqua » la défaite du prolétariat allemand exactement comme s'il ne se doutait même pas de l'existence du P. C. A., dont on nous disait hier qu'avec ses 500.000 hommes et ses 6 millions d'électeurs, il constituait la plus forte section de l'Internationale.

Qu'a fait la direction du P .C. A. pour barrer la route aux nazis, pour dénoncer leur démagogie ? Qu'a fait la direction du P. C. A. pour ouvrir les yeux des millions d'ouvriers social-démocrates sur les trahisons de leurs chefs ?

Il suffirait évidemment de se poser de semblables questions pour tomber immédiatement dans le « **trotskysme contre-révolutionnaire** ». Pour rester dans la ligne, il faut, avec Heckert, reconnaître que la politique du P. C. A. est restée absolument juste « **avant, pendant et après** ».

Le rapporteur passe ensuite à l'examen de la nature du fascisme. Cette seconde partie de son exposé ne fut qu'un piteux mélange de plates généralités et de monstrueuses contradictions.

D'après la direction des J. C., « **la social-démocratie, aiguillée par la bourgeoisie, défend avec acharnement la démocratie** » ; mais il n'y a aucune différence entre le fascisme et la démocratie. Tout au plus, pourrait-on ajouter que le fascisme fait perdre toutes les illusions tandis, qu'au contraire, la démocratie les renforce !

Décidément, voici une curieuse théorie du « **moindre mal** » à rebours.

Le fascisme est, somme toute, un moindre mal, par rapport à la social-démocratie, puisqu'il constitue exactement la même forme de dictature de la bourgeoisie, avec les illusions en moins !

On comprendra aisément, par l'exposé de cette géniale théorie, l'incapacité du P C. A. d'arracher la classe ouvrière aux trahisons de la IIe Internationale.

Pour conclure, le rapporteur aborde les problèmes de la lutte contre le fascisme en France.

En dehors de vagues généralités sur la menace fasciste, sur la nécessité de construire les groupes d'auto-défense, etc..., notre bureaucrate n'apporta absolument aucune suggestion pratique de lutte concrète. Il fut décidé de travailler à constituer des Comités dans le genre de celui du 20e (à l'action duquel ont d'ailleurs participés nos camarades) et de désigner pour le Congrès de Copenhague, un délégué du 20e et un délégué du 15e, un gréviste de Citroën, de préférence.

Une conférence régionale des 27 et 28 mai ratifierait les délégations.

La discussion fut assez stérile. Un tel rapport, évidemment, n'était pas fait pour animer une discussion de jeunes communistes. Un jeune camarade souleva l'indignation de **Luciani** en révélant toute la carence de la direction régionale. Quelques autres camarades apportèrent quelques suggestions intéressantes sur la constitution des groupes de défense.

Mais peut-on envisager sérieusement la lutte contre le fascisme, sans perspectives politiques claires ?

Nous appuierons de toutes nos forces la constitution et l'action de ces groupes indispensables d'auto-défense, mais nous travaillerons aussi à donner à ces groupes la base politique léniniste sans laquelle toute action resterait stérile.

MARQUE SYNDICALE — *Travail exécuté par des ouvriers syndiqués*

Le Gérant : P. Frank.

Imprimerie Centrale de la Bourse
117, rue Réaumur, Paris (2e)

LA VIE DU PARTI

VILLEJUIF

NOTRE DEUXIEME REPONSE AU « FRONT ROUGE »

L'article « *anti-trotskyste* » de Régnier, plein d'insinuations et de calomnies abjectes contre nos camarades exclus, suscita le dégoût et l'indignation des nombreux travailleurs de Villejuif. Pour donner le change, le comité du rayon décida de nous opposer des arguments « *politiques* » et dans le « *Front Rouge* » du 6 mai, nous trouvons une « *réfutation* » du « *trotskysme* » — « *réfutation* » basée, bien entendu, sur la méconnaissance ou la falsification — de l'histoire du bolchevisme et de la Révolution d'octobre.

On y prétend que « *durant toute sa vie militante, Lénine ne cessa jamais de mener une lutte active contre Trotsky* » et l'on cite, à l'appui, des passages des œuvres des deux futurs chefs de la Révolution de 1917 dans lesquels ceux-ci adressent l'un à l'autre des critiques assez acerbes. Mais, conformément à leurs habitudes, nos Staliniens « *oublient* » le revers de la médaille. Voyons un peu si les rapports entre Lénine et Trotsky étaient vraiment toujours si tendus que cela.

Quand en septembre 1917, la fraction bolchevik du « *pré-parlement* » décida de continuer à siéger dans cette assemblée, Lénine écrivit :

« *La tendance du boycottage a été vaincue à la fraction bolchevik... Vive le boycottage. Trotsky était partisan du boycottage. Bravo, camarade Trotsky* ».

(LENINE, œuvres complètes, t. XXI, page 272.)

Et lorsqu'il s'agissait de confectionner la liste des candidats bolcheviks à l'Assemblée Constituante :

« *Personne ne saurait discuter une candidature telle que celle de L. D. Trotsky, car, tout d'abord, Trotsky a adopté dès son arrivée une attitude internationaliste; en deuxième lieu, il a lutté dans l'organisation « des inter-rayons » pour la fusion (avec les bolcheviks); en troisième lieu, il s'est révélé, dans les pénibles journées de juillet, à la hauteur de la tâche et partisan dévoué du parti du prolétariat révolutionnaire* »

(LENINE, œuvres complètes, t. XXI, p. 353).

Est-ce à dire que Lénine « *ne cessa jamais de combattre Trotsky* » ? Farceur, va ! C'est Lénine qui fit confier à Trotsky la lourde tâche de la création de l'Armée Rouge et le commandement suprême de celle-ci au cours de la guerre civile. C'est en union étroite avec Trotsky que Lénine dirigea les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste-congrès, dont les résolutions restent notre charte à nous, opposition de gauche. Il faut viser sciemment à tromper les ouvriers pour leur « *bourrer le crâne* », avec la soi-disant « *lutte incessante* entre Lénine et Trotsky ». Oui, il arriva à ce dernier d'être en désaccord avec Lénine, mais cela n'arriva pas qu'à lui; cela arriva aussi à *Staline* qui, en 1911, ridiculisait la lutte de Lénine contre les opportunistes, en l'appelant « *tempête dans un verre d'eau* ». Staline fut, après la chute du tsarisme, partisan du « *soutien conditionné* » du gouvernement « *républicain* » de la bourgeoisie russe, partisan de la *défense nationale* et de la *fusion avec les menchéviks !*

Ce ne sont pas d'ailleurs les *anciennes* divergences entre Lénine et Staline qui nous importent tellement : ce sont plutôt les différences et *l'inconciabilité* entre les positions fondamentales du léninisme d'une part et la politique *actuelle* et « *l'idéologie* » du stalinisme d'autre part. Et, malgré l'indignation du « *Front Rouge* », nous nous voyons dans l'obligation de constater que Staline a, effectivement revisé et renié le léninisme !

Selon Lénine, la Révolution Russe ne devait jamais être considérée comme une fin en soi. Elle devait viser à améliorer la situation matérielle des travailleurs, à renforcer les éléments socialistes de l'économie russe et *à pousser en avant la Révolution Internationale* ! Tendre à la création d'une économie nationale fermée et à rendre la Russie indépendante du marché mondial, c'était toujours, pour Lénine, une utopie petite-bourgeoise. Staline lui-même, d'ailleurs, répondit en avril 1924, de la façon suivante à la question, si la réalisation du socialisme intégral serait possible en Russie seule. « *Certes, non... sans les efforts combinés des prolétaires de plusieurs pays avancés... nous n'arriverons pas à organiser la production socialiste* ». (Voir STALINE, « Léninisme théorique et pratique », p. 36). Mais en décembre de la même année, il a, selon lui-même, « *modifié et rectifié* » cette même formule et proclama que « *naturellement* », la construction intégrale du socialisme dans un seul pays était parfaitement réalisable (voir STALINE « Questions du Léninisme », chap. 5). Il exprimait ainsi l'état d'esprit non pas des ouvriers russes, mais celui de la *burlaucratie privilégiée de l'état soviétique*, bureaucratie qui ne pense qu'à maintenir ses avantages acquis, à éviter l'intervention et à poursuivre tranquillement l'édification du socialisme dans les limites d'une seule nation ! Cette bureaucratie ne veut pas de combat, elle freine la lutte des Partis Communistes, et ceci est à l'origine de la tragédie du prolétariat allemand !

La révision du léninisme s'est opérée dans tous les domaines de la poiltique du Parti : la tactique léniniste du front unique entre les ouvriers des différentes tendances et entre leurs organisations, fut durant des années taxée de « *trotskysme* » et abandonné au profit d'un verbiage creux s'appelant « *front unique à la base seulement* »; Lénine était partisan de lutter pour la fusion des centrales syndicales existantes, les staliniens, eux, s'efforcent de *maintenir la scission syndicale*. Lénine ridiculisait les syndicats « *bien proprets, bien limpides, tellement limpides qu'on voit tout à travers eux* ». Lénine voulait que les çommunistes travaillent dans les syndicats de masse, quels que soient les dirigeants de ceux-ci, la politique stalinienne visait à créer partout et à tout prix les syndicats « rouges », elle aboutit à rendre le mouvement syndical révolutionnaire squelettique, elle aboutit à l'isolement complet des ouvriers révolutionnaires de la masse des ouvriers réformistes. Oui, Staline a renié le léninisme, et il suffit, dans le Parti Communiste, de citer « *la maladie infantile* » de Lénine pour être immédiatement catalogué comme « *trotskyste contre-révolutionnaire* ».

« *Ils (les oppositionnels de gauche)sont incapables... de voir clair dans le développement d'une situation* », conclue le « Front Rouge ».

A la lumière des événements d'Allemagne, cette affirmation apparaît comme une *cynique plaisanterie*. Qui a compris quelque chose dans les perspectives de la lutte des classes en Allemagne? Est-ce peut-être les Staliniens,d'après lesquels les fascistes auraient gouverné de la même manière que les autres groupements de la bourgeoisie et d'après lesquels « *Hitler ne pouvait être pire que Bruning* » ? Est-ce le bureaucrate Knorine qui écrivait, dans la « *Correspondance Internationale* » du 23 avril 1932 que « *le fascismes ne pourrait se maintenir qu'avec l'appui de la social-démocratie* » ? Est-ce peut-être Berlioz qui déclara, après les élections allemandes de novembre dernier que *Hitler est écarté définitivement du chemin du pouvoir* » ? Est-ce peut-être l'auguste citoyen Havez qui dit récemment, dans une assemblée des militants de Villejuif que « *Hitler pourra garder le pouvoir pendant un, deux mois... peut-être pendant trois mois* »... Trêve de plaisanteries ! Celui qui comprit ce qui allait se passer en Allemagne, c'était *notre camarade Trotsky*. Il écrivit, en effet, en janvier 1932 : *La fascisation de l'Etat signifie... avant tout et surtout détruire les organisations ouvrières, réduire le prolétariat à l'état amorphe* ». (« Et Maintenant », page 8). Ailleurs, il prévut et mit en garde que « *la victoire de Hitler, c'est l'égorgement de la fleur du prolétariat allemand* ». Ce fut encore Trotsky qui, en septembre 1932, précisa avec une clarté extraordinaire l'évolution des rapports entre le fascisme et la social-démocratie ! *Admettons*, écrivit-il, *que la social-démocratie veuille vendre sa tolérance à Hitler ! Mais le fascisme n'a pas besoin... de la tolérance, mais de l'abolition de la social-démocratie* ». (La seule voie », page 10). Les Staliniens proclamaient toujours que Hitler ne fera pas de mal aux chefs social-traîtres .Tout récemment Vaillant-Couturier constata pourtant dans « l'*Humanité* » que le premier mai les chefs réformistes se ralliaient à la croix gammée et que le 2 mai ils étaient... en prison et les biens de leurs syndicats saisis. *Ces faits* ont leur éloquence !

Dans son *Testament*, Lénine demandait impérieusement d'écarter Staline du poste du secrétaire général du Parti. Il appelait Staline « *brutal et déloyal* ». L'histoire des 10 années du mouvement ouvrier confirme pleinement la justesse des appréciations de Lénine. Nous, opposition de gauche, nous lutterons de toutes nos forces pour que la dernière volonté du grand chef de la classe ouvrière soit réalisée !

DEMOCRATIE... MUNICIPALE

Notre groupe Sud-Parisien ayant décidé d'organiser à Villejuif une réunion publique, s'adressa à la Mairie (communiste) afin d'obtenir une salle municipale. Nous publions ci-dessous la lettre de notre groupe et la réponse du Maire :

5 *mai* 1933.

Camarade,

Le groupe d'opposition de gauche de la région Sud-Parisien ayant l'intention d'organiser une réunion publique et contradictoire à Villejuif, le vendredi 12 mai à 20 h. 30, je te prie de me faire connaître le plus rapidement possible, si nous pouvons disposer ce jour-là de la salle des Fêtes.

Au cas où celle-ci ne serait pas disponible, pourrions-nous compter sur celle de la Justice de Paix ?

Dans l'attente d'une réponse favorable, reçois, camarade, nos salutations communistes.

Le 10 *mai* 1933.

La Municipalité communiste de Villejuif se refuse à mettre une salle communale à la disposition de la Ligue « dite communiste », pour le motif suivant :

La Municipalité limite la disposition des locaux communaux aux organisations au service des travailleurs.

La Municipalité considère la Ligue dite « communiste » comme une organisation contre-révolutionnaire et n'entend pas lui faciliter sa besogne de division des forces ouvrières, faisant concrètement la besogne de la bourgeoisie.

Pour la Municipalité,
Le Bigot.

Nos lecteurs jugeront de la grossièreté de cette réplique. Elle montre comment les staliniens entendent la démocratie ouvrière, eux qui se plaignent — à juste titre — lorsque les socialistes ou les pupistes leur refusent les salles municipales. Mais ce refus n'empêchera pas notre réunion de se tenir.

MARSEILLE

LES STALINIENS REPONDENT

Sur nos affiches, dans nos articles nous demandions : « *Oui ou non, l'assassinat des oppositionnels est-il à l'ordre du jour du Parti ?* ». Moutton par la voie de *Rouge-Midi* vient de nous répondre en se solidarisant avec les lâches agresseurs de la Cabucelle. Au lieu de rappeler les membres du Parti à une attitude digne des communistes, il fait l'apologie de la méthode des « argumenfs frappants ». Par ce fait la direction du Parti incite ses membres de continuer dans cette voie.

Genovesi, le chef des auteurs de l'assommade de la Cabucelle, veut gagner de nouveaux lauriers. Par une personne intermédiaire, il nous fit savoir que si Gottlieb venait encore une fois à la Cabucelle, il se retrouvera sous un tramway. « *Oui, nous sommes décidés à l'extermination physique des oppositionnels* ».

Voilà une réponse nette et cela non d'un ouvrier surexcité et ignorant le véritable rôle de l'opposition de gauche ,dans le mouvement communiste, mais du responsable des J. C., d'un aspirant-bureaucrate qui a passé des mois en U. R. S. S.

Les menaces ne nous effrayent pas. Les bolcheviks-léninistes, conscients du rôle qu'ils ont à jouer pour redresser le mouvement communiste, continueront leur lutte, malgré les coups et les menaces d'assassinat.

Nous tenons seulement de marquer les respansabilités. Les menaces d'un militant responsable, les articles de *Rouge-Midi*, montrent la vraie source des agressions et des méthodes de lutte anti-communistes. Ce sont les bureaucrates qui sont les vrais auteurs de ces voies de fait.

Nous demandons à Moutton si oui ou non il se solidarise avec les paroles prononcées par un militant en vue du Parti dans notre région.

Nous posons la question au C. C. du P.C.F. Oui ou non, solidarisez-vous avec les méthodes de lutte du P. C. dans la région marseillaise ?

Seul un Parti incapable de lutter idéologiquement, d'opposer des arguments politiques valables à ceux de l'opposition peut se servir des méthodes si chéries par les bandes de Mussolini et d'Hitler.

Le prolétariat marseillais jugera.

Militants honnêtes du Parti opposez-vous à ces méthides et la lutte fratricide inaugurée par les dirigeants du Parti par les exclusions et les agressions physiques.

Nous continuerons à opposer — en vrais communistes — des arguments politiques aux arguments frappants. Mais nous rendrons responsables les Mouton, les Thorez et Doriot de toute agression contre les camarades de notre groupe.

Les idées de l'opposition se répandent de plus en plus dans la région marseillaise et ni les coups, ni les assassinats pourront empêcher la montée de l'opposition à Marseille.

Une question aux chefaillons marseillais. Pourquoi bluffer ? Tous ceux qui se trouvaient le premier mai à la Bourse du Travail estimaient le nombre d'ouvriers présents à 5.000. Une raison de plus pour que nos dirigeants donnent à l'*Huma* le chiffre de 10.000. A quoi bon ce bluff ? Il vaudrait mieux travailler au renforcement du Parti, mais pour cela il faut une politique juste et cela est un peu plus difficile que le bluff ou les agressions contre les oppositionnels.

P.

Les Livres

Histoire de la Révolution Russe

Tome I. La Révolution de Février, par L. TROTSKY

La parution de l'**Histoire de la Révolution Russe** de Trotsky est un événement capital dans la vie de l'Internationale Communiste. Il n'existait pas encore à ce jour, une histoire consacrée à la première révolution prolétarienne victorieuse. La raison en est non seulement dans la difficulté de réunir les matériaux, mais principalement dans le caractère permanent de la révolution elle-même. En effet l'histoire d'octobre se trouve certainement dépendante de son propre développement et de la corrélation des forces de classe qui en résulte.

La bureaucratisation de l'état soviétique et la mainmise de tout l'appareil centriste sur l'I. C. font que toute étude marxiste de la Révolution se heurte, inmanquablement, à l'opportunisme de la fraction stalinienne, qui s'exprime par sa théorie réactionnaire du **Socialisme dans un seul pays.** Le caractère de plus en plus plébiscitaire que prend la domination centriste écarte toutes les possibilités d'études et de recherches historiques qui ne peuvent se faire sans un minimum de démocratie au sein du parti bolchevik et du régime soviétique. La vie idéologique du parti est non seulement étouffée, mais l'histoire elle-même se trouve être falsifiée et dénaturée. En effet, afin d'étayer théoriquement son opportunisme, la fraction stalinienne ne peut que tronquer l'histoire elle-même afin de justifier sa propre politique. L'histoire de la Révolution russe en est la première victime.

Toute révolution ne pouvant être étudiée et comprise que par une exacte estimation des positions des différentes classes sociales qui en sont la force motrice , seule la méthode marxiste permet de le faire. Or, du fait que le marxisme est aussi une théorie de l'action basée sur cette exacte compréhension du rôle des différentes classes, toute stratégie qui va à l'encontre de cette estimation s'oppose, sur le plan de l'étude historique, au marxisme. Le révisionnisme au sein du mouvement ouvrier ne peut, par conséquent, que chercher à se justifier par de fausses déductions historiques et s'opposer, dans la pratique, à toutes tentatives idéologiques marxistes qui le jettent bas de son piédestal opportuniste.

Dans ces conditions l'aile gauche marxiste de l'I. C. pouvait seule contribuer efficacement à l'étude de la révolution russe. C'est ce qu'a fait Léon Trotsky.

Le premier tome de l'**Histoire de la Révolution Russe** de Trotsky qui paraît aujourd'hui en français n'est que la moitié de celui consacré par Trotsky à la Révolution de Février. Néanmoins ce premier volume de l'édition française permet déjà de juger et de comprendre la nature de la première période démocratique de la révolution russe, ainsi que ses origines.

En situant le caractère du développement économique de la Russie, Trotsky démontre la dépendance du mouvement sociale de toute l'évolution internationale du monde capitaliste. Car, et c'est là une vieille querelle entre les bolcheviks et populistes, la particularité du développement économique de la Russie réside, non pas dans une évolution indépendante et originale par rapport aux autres nations, mais dans le fait que, par son retard à entrer dans sa phase capitaliste, elle a les caractères à la fois les plus avancés des capitalismes, en même temps que ses traits les plus retardataires.

La construction de l'industrie se fit, immédiatement, sous une forme centralisée, créant de ce fait un prolétariat qui s'opposait, dès sa naissance, à la bourgeoisie qui n'avait pas encore assuré son propre pouvoir. Tandis que, d'autre part, le régime agraire était lui-même loin d'être réformé. Autrement dit les problèmes de la révolution russe qui étaient démocratiques, — nécessité d'une révolution agraire — se posaient déjà sous l'angle de la transformation sociale du régime capitaliste du fait que la bourgeoisie s'opposait déjà non seulement à la féodalité mais au prolétariat.

Cette situation intérieure pleine de contradictions sociales était, en grande partie, sous la dépendance de l'économie mondiale. L'introduction de l'industrie se fit non seulement sous le fouet des nécessités de l'économie capitaliste mais aussi et surtout avec sa participation. La seule possession de près de 40 % du capital-actions de l'industrie russe aux mains des capitalistes étrangers illustre la servitude dans laquelle se trouvait l'industrie vis-à-vis du marché mondial. Cet état de choses avait ses conséquences dans le développement des luttes sociales au sein de l'empire des tsars.

En effet, le prolétariat russe voyait sa lutte pour son émancipation fermement liée à celle de la classe ouvrière internationale. La force du prolétariat russe était dans la faiblesse économique de la Russie par rapport aux autres nations capitalistes. Le rapport dialectique qui s'établissait sur la base des caractères économiques à la fois « **avancés** » et « **retardataires** » créait une acuité d'autant plus accrue de la lutte des classes. Quant à la bourgeoisie russe, elle ne pouvait déjà plus rechercher un compromis contre la classe ouvrière que dans la voie d'une dépendance plus forte de l'économie mondiale.

La participation de la Russie à la guerre impérialiste de 1914 ne fit que précipiter l'explosion des forces de classe. En effet, la guerre ayant pour but un nouveau partage du monde, la Russie s'y trouvait entraînée, non pas en tant que belligérant susceptible de par sa force économique de participer à ce partage, mais dans la mesure où son caractère « **avancé** » la liait à l'économie mondiale dont elle dépendait en tant que marché ouvert à cette économie, mais non pas en tant que grande puissance économique de premier plan. La puissance de l'armée russe fut à la mesure de l'état économique du pays, c'est-à-dire plus que faible. Ce qui fait que les victoires remportées sur l'empire austro-hongrois avaient leurs causes plus dans l'état de décomposition dans lequel se trouvait cet empire que dans la force militaire du tsarisme. Cet état de fait eut sa répercussion immédiate sur l'évolution de la lutte de classe au sein de la Russie qui prit un cours de plus en plus aigu mettant en danger le régime lui-même.

La conduite des différentes classes était dans une grande mesure liée au sort même de la guerre et à la participation de la Russie à celle-ci. Le tsarisme ne pouvait envisager son salut que dans une paix séparée, ce qui fait que la bourgeoisie libérale ne pouvait que miser sur l'issue de la guerre contre le tsarisme. Le chauvinisme de la bourgeoisie russe n'avait d'autres raisons que la recherche d'un appui international qui lui eut permis de surplanter l'aristocratie tsariste. Elle devait d'autant plus mettre son espoir dans la bourgeoisie internationale que le prolétariat s'oppasait à elle et au tsarisme comme force de plus en plus hostile à la guerre.

Ainsi nous voyons comment la Russie était prisonnière de l'Europe capitaliste non seulement économiquement, mais aussi dans ses tentatives de résoudre les problèmes sociaux que posait la situation de plus en plus contradictoire.

La capacité de la Russie à trouver une solution à ces problèmes était celle des différentes classes. La bourgeoisie russe se montrait incapable de résoudre la révolution agraire car cela supposait s'attaquer à la propriété privée foncière à laquelle elle était liée, alors que le mouvement prolétarien luttait contre sa propre propriété privée capitaliste. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie russe se trouvait dépassée dans ses tâches par la classe ouvrière. Le caractère « **particulier** » de l'évolution économique de la Russie montrait ainsi comment à l'échelle internationale, elle se trouvait être le chaînon le plus faible du capitalisme.

La chute du tsarisme fut la conséquence de sa propre décomposition et de l'incapacité des classes bourgeoises d'assurer une révolution de Palais.

L'action des masses prolétariennes et paysannes, qui se trouvaient confondues dans l'armée, se chargea de suppléer à la pusillanimité des sphères bourgeoises et aristocratiques en renversant la monarchie tsariste. Les cinq jours de février assurèrent la victoire de la classe ouvrière, grâce à sa fraternisation avec l'armée. Mais — et c'est là le paradoxe de la révolution de février — le pouvoir, loin de revenir aux vainqueurs, tomba dans les mains de la bourgeoisie libérale.

La cause de ce résultat inattendu, et qui se renouvelle tragiquement dans maintes révolutions, doit en être cherchée dans l'état d'esprit des masses elles-mêmes. En effet, la seule minorité consciente des tâches du prolétariat était celle qui était organisée derrière les bolcheviks. Mais la grande majorité notamment de l'armée inéduquée politiquement, s'éveillant à la conscience de classe fit confiance aux petits bourgeois démocrates, intellectuels prolixes : tels qu'étaient les socialistes révolutionnaires et mencheviks qui se trouvèrent portés par la confiance des masses à la direction des soviets.

Le paradoxe de la révolution de février se doublait d'une dualité du pouvoir. En effet, tandis que se formait le gouvernement bourgeois, les masses qui n'avaient pas perdu la leçon de l'expérience, fondèrent les soviets qui s'opposaient en tant qu'organismes étatiques au gouvernement officiel. La dualité du pouvoir se développait de par la poussée des masses qui désiraient voir leurs soviets prendre effectivement le pouvoir, mais dont l'action se trouvait amoindrie et amortie par leur direction menchevique qui n'ayant en vue que le pouvoir démocratique bourgeois, se servait de la poussée soviétique pour exercer une pression sur le pouvoir bourgeois.

Cette lutte intérieure qui s'exprimait par la dualité du pouvoir ne se limitait pas à un seul conflit national entre la bourgeoisie et le prolétariat mais se posait à l'échelle internationale, par la participation ou la non-participation de la Russie à la guerre. La bourgeoisie russe,pour les raisons que nous avons soulignées était jusqu'au boutiste, tandis que le prolétariat russe prolongeant la lutte de la classe ouvrière mondiale était contre la guerre non seulement vis-à-vis de la propre bourgeoisie, mais du capitalisme mondial. Ainsi donc la solution à la dualité du pouvoir se trouvait liée à un problème de classe international dans la mesure où chacune des parties évoluait non pas dans un pays isolé, mais lié au reste du monde.

Un autre problème que pose la révolution de février est de savoir qui dirigea l'insurrection. Or il est un fait que l'action des masses avait eu un caractère d'une ampleur si rapide qu'elle surprit ceux-là mêmes qui travaillaient à l'organiser. Bien que les bolcheviks eussent durant des années éduqué la classe ouvrière, ils ne se trouvèrent pas en février à leur tête. La guerre avait affaibli l'appareil du parti dont la direction se trouvait à l'étranger. Certains se plurent lorsque le premier volume parut en russe de mettre en contradiction Trotsky avec sa propre conception du rôle dirigeant du parti communiste comme arme décisive de la prise du pouvoir et de la révolution. C'est là de leur part une conclusion tendancieuse, car le développement ultérieur de la révolution démontra, et c'est ce que Trotsky met en évidence, que si en février par leur action, des masses riches de leur expérience, dont celle de 1905, avaient renversé le tsarisme, seul le parti communiste se démontra le dirigeant véritable de tout le développement postérieur de la révolution de février qui aboutit à celle d'octobre sous la direction du parti bolchevik. Sans le parti et la politique de Lénine, la révolution de Février aurait vu la dualité du pouvoir auquel elle donna naissance se résoudre au bénéfice de la bourgeoisie.

Le premier enseignement à tirer de cette première partie de l'**Histoire de la Révolution russe** est principalement celui du caractère international de la lutte qui se mena en Russie. L'étude des origines de la révolution russe démontre combien l'évolution de la Russie n'était en rien séparée par des particularités originales la distinguant du développement du reste de l'Europe. La « **particularité** » de la Russie réside dans sa dépendance du marché mondial qui par son développement y aiguisa à l'extrême les contradictions de classe. Cela montre combien il est faux, au nom **du socialisme dans un seul pays,** de tenter de vouloir nier l'indépendance de la lutte des classes en U. R. S. S. de celle qui se mène internationalement. Le révisionnisme de cette conception réside dans l'incompréhension de la liaison organique du mouvement ouvrier international, liaison qui s'avère profonde et réelle lorsqu'on étudie les origines de la révolution russe.

C'est ainsi que s'impose des faits eux-mêmes, la théorie marxiste de **la révolution permanente.** Laissant aux Iaroslavsky et autres faussaires patentés de l'histoire de la révolution le soin de falsifier la théorie marxiste, il appartenait à L. Trotsky d'élever à la révolution russe une œuvre digne de son action et du marxisme.